En hommage à Serge BRICIANER (1923-1997), communiste des conseils.

LES CONSEILS OUVRIERS, dans la théorie de la gauche communiste germano-hollandaise

L'importance décisive des conseils ouvriers pour le nouveau mouvement ouvrier, né des décombres de la première guerre mondiale, fut soulevée bien avant la vague révolutionnaire de 1917-1921 qui vit naître ces organismes de pouvoir prolétarien dans des pays aussi divers que l'Allemagne, la Hongrie, l'Autriche et la Russie. C'est dans ce dernier pays que dès 1905 apparurent les premiers conseils ouvriers qui semblaient devenir la forme enfin trouvée de l'autogouvernement ouvrier depuis la Commune de Paris.

L'apport de la Gauche hollandaise, ou plutôt germano-hollandaise, dans la réflexion sur les conseils ouvriers ne se trouve pas seulement dans la reconnaissance de cette forme d'activité révolutionnaire du prolétariat sur la voie de son émancipation. Elle tient d'abord dans la reconnaissance du facteur spirituel, c'est-à-dire du facteur conscience, pour donner vie aux formes de lutte du prolétariat.

En premier lieu, sans philosophie de son action, le prolétariat serait incapable de s'émanciper. Les facteurs objectifs (ceux de la crise), ceux d'organisation (syndicats et parti) de minorités dirigeantes ne suffisaient pas. Il manquait un facteur essentiel : le facteur masses, animé par une conscience de sa finalité révolutionnaire.

En cela l'importance de Dietzgen est fondamentale dans la naissance de la gauche communiste hollandaise et dans l'élaboration par Pannekoek de la théorie des conseils ouvriers.

1. La conscience de classe

L'influence de Dietzgen

Chez la gauche hollandaise, la révolution n'est pas le produit d'une force matérielle brute, du domaine physique, mais essentiellement une question de développement de l'esprit : elle est d'abord une victoire de l'esprit avant d'être une victoire matérielle.

C'est pourquoi ses adversaires l'ont souvent présentée comme un « courant idéaliste ».

La Gauche hollandaise fut un courant marxiste qui, comme tous les « radicaux », telle Rosa Luxemburg –, soulignait l'importance du facteur conscience dans la lutte de classe, facteur qu'elle définissait – selon une terminologie propre à l'époque – comme un «facteur spirituel ».

Le maître à penser des marxistes hollandais, tout au long de leur lutte contre le révisionnisme et le mécanicisme des vulgarisateurs du marxisme, a été incontestablement Joseph Dietzgen.

Le philosophe socialiste Dietzgen (1828-1888) avait été salué, à la parution de son livre *L'Essence du travail intellectuel* [1] en 1869, comme un des inventeurs de la dialectique matérialiste, au même titre que Marx, et Engels, dans sa célèbre brochure, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* (1888), saluait la concordance de méthode entre lui, Marx et Dietzgen :

> *Cette dialectique matérialiste, qui était depuis des années notre meilleur instrument de travail et notre arme la plus acérée, fut, chose remarquable, découverte à nouveau non seulement par nous, mais en outre, indépendamment de nous et même de Hegel, par un ouvrier allemand, Joseph Dietzgen.* [2]

En dépit de ce compliment par l'auteur du livre *Anti-Dühring*, l'œuvre philosophique de Dietzgen rencontra un faible écho chez les principaux théoriciens de la IIe Internationale. Ceux-ci y virent au mieux une pâle répétition de Marx, au pire une conception suspecte d'idéalisme. Franz Mehring n'y vit qu'une « dialectique dépourvue de connaissances », et une « certaine confusion ».[3] Plekhanov n'y trouva aucun apport nouveau à la théorie matérialiste et rejeta avec

---

[1] Josef Dietzgen, *L'essence du travail intellectuel humain*, avec une préface de Pannekoek (1902), Champ libre, Paris, 1973. Il existe une traduction en néerlandais par Gorter, de 1903.

[2] Brochure d'Engels, traduction en français, Éditions sociales, Paris, 1966, p. 60-61. Dietzgen n'était pas un simple ouvrier, mais un artisan, maître tanneur, possédant sa propre entreprise.

[3] Franz Mehring, *Die Neue Zeit*, 29 oct. 1909, in *Gesammelte Werke*, Dietz, Berlin, 1961, t. 13, p. 212-213.

dédain la « confusion » d'une théorie qui lui semblait trop idéaliste, et un recul par rapport aux « matérialistes » du XVIIIe siècle. Il crut déceler chez Dietzgen une tentative de « concilier l'opposition entre idéalisme et matérialisme ».[4] Cette méfiance s'expliquait en partie par le large écho rencontré par Dietzgen, chez certains éléments idéalistes, qui tentèrent d'élaborer avec l'aval du fils de Dietzgen le « dietzgénisme ».[5] En pleine lutte théorique contre les avatars du « dietzgénisme » et du « machisme » (théorie du physicien Mach) les socialistes de gauche russes et allemands y virent le travestissement d'un néo-idéalisme. Cette opinion était loin d'être partagée par Lénine et la masse des militants bolcheviks [6], qui comme la Gauche hollandaise trouveront dans Dietzgen un maître « spirituel » face à une vision fataliste et mécaniciste véhiculée par un « matérialisme historique », sous-estimant le facteur conscience dans la lutte de classe.

L'intérêt du marxisme de gauche pour Dietzgen consistait non seulement dans la critique matérialiste de la philosophie spéculative (Kant et Hegel), mais dans le rejet de la conception matérialiste vulgaire du cerveau comme reflet de la matière. Dietzgen rejetait la séparation faite par les idéalistes et les matérialistes vulgaires du XVIIIe siècle entre « esprit » et « matière ». Le cerveau n'était pas le simple réceptacle externe de l'expérience sensible, mais avant tout le lieu d'activité de la pensée. Le travail spirituel de la pensée se manifestait par l'élaboration des objets sensibles sous forme de concepts rassemblés en une totalité et une unité indissociables. D'où le rejet de l'empirisme, qui rejoignant ainsi l'idéalisme, considère que la matière est éternelle, impérissable, immuable. En réalité, pour le matérialisme dialectique et historique « la matière consiste dans le changement, la matière est ce qui se transforme et la seule chose qui subsiste est le changement ». [7] Il s'ensuit que toute connaissance est relative; elle n'est possible qu'à l'intérieur de « limites déterminées ». Enfin, cette connaissance relative de la réalité matérielle ne peut s'opérer que par l'intervention active de la conscience. Cette conscience,

---

[4] Plekhanov, *Œuvres philosophiques,* t. 3, Moscou, 1981, p. 100-116 : « Joseph Dietzgen », 1907.

[5] Pannekoek lui-même s'élevait contre les prétentions du fils de Dietzgen et d'autres de former une théorie « dietzgéniste », moins «rigide» et plus « idéaliste » finalement que le « marxisme étroit ». Dans un article du 12.11.1910 « Dietzgenismus und Marxismus » in *Bremer Bürgerzeitung*; reprint in Hans Manfred Bock, 'Pannekoek in der Vorkriegssozialdemokratie', *Jahrbuch* 3, Frankfurt/Main, 1975 – Pannekoek rejetait l'idée d'opposer Marx et Dietzgen : « Non pas 'dietzgénisme' ou 'marxisme étroit', mais Marx et Dietzgen, tel est le point de vue du prolétariat... Il n'y a qu'un marxisme, la science fondée par Marx de la société et de l'homme, où les apports de Dietzgen s'y insèrent comme une partie nécessaire et importante. »

[6] Lénine dans *Matérialisme et empiriocriticisme* (1909) écrivait ainsi : « Cet ouvrier philosophe, qui découvrit à sa manière le matérialisme dialectique, ne manque pas de grandeur. » (p. 257 du tome XIV des *Œuvres* de Lénine, « Éditions sociales », 1962.) Dans ce sens, Pannekoek opposait en 1910 les bolcheviks à Plekhanov; ce dernier étant l'expression d'un marxisme mécanique et fataliste : « ... *Vis-à-vis des bolcheviks, qui opposaient la théorie de Dietzgen, comme théorie de l'activité de l'esprit humain, au marxisme fataliste, Plekhanov exerça une critique acerbe mais non fondée.* » Cet éloge des bolcheviks en 1910 est à mettre en parallèle avec la position ultérieure de Pannekoek sur les bolcheviks et Lénine en 1938.

[7] *L'Essence du travail intellectuel humain*, Champ libre, Paris, 1973, p. 90.

appelée « esprit », entre dans un rapport dialectique avec la matière. Il y a interaction permanente entre « esprit » et « matière » :

> *L'esprit relève des choses et les choses relèvent de l'esprit. L'esprit et les choses ne sont réels que par leurs relations.* [8]

La théorie de Dietzgen n'était pas en contradiction avec celle de Marx et Engels. Souvent, au prix de maladresses de terminologie, elle la prolongeait par l'élaboration d'une « science de l'esprit humain ». Cet « esprit » était un complexe de qualités indissociables : conscience, inconscient, morale, psychologie, rationalité. D'un point de vue révolutionnaire, l'apport de Dietzgen reposait sur une triple insistance : a) l'importance de la théorie, comme appréhension et transformation radicale de la réalité; et en conséquence le rejet de tout empirisme immédiatiste et réducteur; b) la relativité de la théorie se modifiant avec le changement de la « matière » sociale; c) le rôle actif de la conscience sur la réalité, dont elle n'est pas le reflet mais le contenu même. Une telle systématisation des leçons principales du marxisme constituait en fait un outil contre toute réduction du marxisme à un pur fatalisme économique et contre toute fossilisation des acquis de la méthode et des résultats du matérialisme historique.

Tous les chefs tribunistes hollandais, Gorter, Pannekoek et Roland Holst s'enthousiasmèrent pour Dietzgen au point de l'étudier à fond, de le commenter et de le traduire [9]. L'insistance sur le rôle de « l'esprit » et du «spirituel» dans la lutte de classe était un appel direct à la spontanéité ouvrière débordant le cadre rigide de la bureaucratie social-démocrate et syndicale. C'était un appel direct à la lutte contre les doutes et le fatalisme révisionnistes qui considéraient le capitalisme comme « éternel » et « impérissable », comme la matière. C'était surtout un appel à l'énergie et à l'enthousiasme de la classe ouvrière dans sa lutte contre le régime existant, lutte qui exigeait une volonté conscience, esprit de sacrifice a sa cause, bref des qualités morales et intellectuelles. Cet appel à une, nouvelle éthique prolétarienne, les marxistes hollandais le trouvèrent ou crurent le découvrir dans l'œuvre de Dietzgen [10]. Par la critique du matérialisme bourgeois classique et du marxisme vulgarisé et simplifié, les théoriciens hollandais développaient en fait une nouvelle conception de la « morale » prolétarienne et de la conscience de classe. Dietzgen ne fut pour

---

[8] Idem, p. 71.

[9] Traduit en néerlandais par Gorter, Josef Dietzgen fut commenté par Pannekoek, dans une Préface de 1902, « Situation et signification de l'œuvre philosophique de Josef Dietzgen » (« Champ libre », Paris, 1973); et par Henriëtte Roland Holst : *Joseph Dietzgens Philosophie in ihrer Bedeutung für das Proletariat*, München, 1910. Ce dernier ouvrage était un long résumé synthétique des textes de Dietzgen. Il insistait beaucoup sur la « morale » de Dietzgen et attaquait au passage Plékhanov.

[10] Dietzgen, *op. cit.*, p. 183 : « Notre combat n'est pas dirigé contre la moralité, ni même contre une certaine forme de cette dernière, mais contre la prétention à vouloir faire d'une forme déterminée la forme absolue, la moralité en général. »

eux qu'un révélateur de sens du marxisme, dont les concepts avaient été faussés par la vision réformiste.

Dans la Gauche hollandaise, cependant, l'interprétation qui était donnée du rôle de « l'esprit » dans la lutte de classe divergeait. L'interprétation par Roland Holst de Dietzgen était rien moins qu'idéaliste, un mélange d'enthousiasme et de morale, une vision religieuse minimisant le recours à la violence dans la lutte contre le capitalisme.[11] Chez Gorter, beaucoup plus « matérialiste », ce qui l'emportait c'était une interprétation plus volontaire, axée sur les conditions subjectives, dites « spirituelles » : « L'esprit doit être révolutionné. Les préjugés, la lâcheté doivent être extirpés. De toutes les choses, la plus importante, c'est la propagande spirituelle. La connaissance, la force spirituelle, voilà ce qui prime et s'impose comme la chose la plus nécessaire. Seule la connaissance donne une bonne organisation, un bon mouvement syndical, la politique juste et par-là des améliorations dans le sens économique et politique. » [12] Et Gorter, qualifié parfois d'idéaliste et « d'illuministe » [13], prenait soin de donner surtout un contenu militant au terme de « spirituel », en excluant tout fatalisme : « La force sociale qui nous pousse n'est pas un destin mort, une masse indocile de matière. Elle est la société, elle est une force vivante... Nous ne faisons pas l'histoire de notre propre gré, mais nous la faisons. » [14] Pour Pannekoek, par contre, le facteur spirituel se traduit par l'élaboration de la théorie. Celle-ci est autant une méthode d'économie de la pensée, dans la connaissance « pure », qu'un savoir conscient et rationnel, dont le rôle est de « soustraire la volonté à l'impulsion toute puissante, directe, instinctive, et de la subordonner à la connaissance consciente et rationnelle. Le savoir théorique permet à l'ouvrier d'échapper à l'influence de l'intérêt immédiat et restreint au profit de l'intérêt de classe général du prolétariat, d'aligner son action sur l'intérêt à long terme du socialisme.[15] Chez Pannekoek le rôle de « l'esprit » s'inscrit dans la science de l'esprit », qui est l'élaboration d'armes critiques et scientifiques contre l'idéologie bourgeoise.

La conception de la conscience de classe dans la Gauche hollandaise

---

[11] Cette minimisation de la violence de classe, comme facteur matériel, apparaît souvent dans deux textes majeurs de Roland Holst : *De strijdmiddelen der sociale revolutie*, Amsterdam, 1918; *De revolutionaire massa-aktie*, Rotterdam, 1918. Pour elle l'action de masse n'est pas de la « violence »; elle utilise fréquemment le terme de « violence spirituelle ».

[12] Gorter, *Het historisch materialisme*, Amsterdam, 1909, p. 111.

[13] *Programme communiste* n°s 53-54, oct. 1971-mars 1972, « Gorter, Lénine et la Gauche ». Par « illuminisme », le courant « bordiguiste » entend l'adhésion au courant d'idées du Siècle des Lumières, sous sa forme d'«Éclaircissement» *(Aufklärung)*. En fait, le courant « bordiguiste » fait une confusion systématique entre Gramsci et Gorter-Pannekoek à des fins polémiques.

[14] Gorter, *Der historische Materialismus*, Stuttgart, 1909; p. 127, avec une préface de Kautsky, très élogieuse.

[15] *Die taktischen Differenzen in der Arbeiterbewegung*, Hamburg, 1909; cité par Serge Bricianer, *Pannekoek et les conseils ouvriers*, EDI, Paris, 1969, p. 97.

Le prolétariat, pour la Gauche marxiste, ne trouve pas sa propre puissance uniquement dans son nombre (concentration) et son importance économique. Il devient une classe pour lui-même (en soi et pour soi) dès le moment où il prend conscience non seulement de sa force, mais de ses intérêts et buts propres. C'est la conscience qui donne à la classe ouvrière une existence dans l'histoire. Toute conscience est conscience de soi :

> *Ce n'est que grâce à sa conscience de classe que le grand nombre se transforme en nombre pour la classe elle-même et que cette dernière parvient à saisir qu'elle est indispensable à la production ; c'est uniquement grâce à elle que le prolétariat peut satisfaire ses intérêts, atteindre ses buts. Seule la conscience de classe permet à ce corps mort, immense et musculeux d'accéder à l'existence et d'être capable d'action.* [16]

De façon classique, dans le mouvement marxiste, Pannekoek et le courant de la Gauche hollandaise analysaient les différents degrés de conscience de classe, dans leur dimension historique. Au départ, il n'y a pas de conscience de classe achevée, ou de conscience « adjugée », pour reprendre la formulation de Lukacs[17] – telle qu'elle serait conditionnellement et idéalement si elle était parvenue à maturité. La forme primitive de la conscience de classe, indispensable à la lutte, se trouve dans « l'instinct des masses » ou « l'instinct de classe ». Tout en montrant que cet instinct, qui se manifeste dans l'action spontanée, est un « agir déterminé par le sentir immédiat, par opposition à l'agir fondé sur une réflexion intelligente », Pannekoek affirmait que « l'instinct des masses était le levier du développement politique et révolutionnaire de l'humanité ».[18] De façon quelque peu sorélienne, cette aporie avait l'apparence d'une glorification du « sûr instinct de classe ». Il n'en était rien. Pour Pannekoek, cet instinct était la «conscience de classe immédiate», non dégrossie, non encore parvenue à sa forme politique et socialiste. Dans sa polémique contre les révisionnistes kautskystes, à propos des actions spontanées des masses, il était fréquent pour la Gauche hollandaise de souligner le « sain et sûr » instinct de classe. Celui-ci était en réalité l'intérêt de classe des ouvriers, paralysé par les appareils bureaucratisés des syndicats et du parti.

Le marxisme hollandais, assimilé souvent au courant spontanéiste[19], n'avait pas le culte de la spontanéité : la conscience de classe n'avait rien de « spontané »; elle ne s'apparentait pas à une « mystique » de l'action irrationnelle, à la façon de Sorel. Soulignant que cette conscience de classe n'était ni une psychologie sociale de

---

[16] Pannekoek, « Divergences tactiques au sein du mouvement ouvrier », extraits dans S. Bricianer, *op. cit.*, p. 56.

[17] Lukacs, *Histoire et conscience de classe*; Éditions de minuit; 1960; Paris; p. 73.

[18] Pannekoek, in *Bremer Bürgerzeitung*, 24.8.1912, « Der Instinkt der Massen »; reprint par Bock (Hans Manfred), in *Jarhbuch* 3, « Die Linke in der Sozialdemocratie », 1975, p. 137-140.

[19] C'est la thèse propagée par le courant ultra « léniniste », représenté surtout par les disciples de Bordiga.

groupe ni une conscience individuelle, le marxisme hollandais donnait une définition très éloignée du spontanéisme :

• la conscience dans le prolétariat est une volonté collective, organisée comme un corps; sa forme est nécessairement l'organisation qui donne unité et cohésion à la classe exploitée :

> *L'organisation rassemble dans un cadre unique des individus qui auparavant se trouvaient atomisés. Avant l'organisation, la volonté de chacun s'orientait indépendamment de tous les autres, L'organisation, cela signifie l'unité de toutes les volontés individuelles agissant dans la même direction. Aussi longtemps que les différents atomes s'orientent en tous sens, ils se neutralisent les uns les autres, et l'addition de leurs actions est égale à zéro.* [20]

• cette conscience n'était pas un pur reflet des luttes économiques du prolétariat. Elle revêtait une forme politique, dont l'expression la plus haute et la plus élaborée, était la théorie socialiste, qui permettait au prolétariat de dépasser le stade « instinctif » et encore inconscient de la lutte pour atteindre le stade de l'action réfléchie, tendue vers la finalité communiste :

> *C'est la mise en œuvre de la théorie, foncièrement scientifique du socialisme, qui contribuera le plus tant à donner au mouvement un cours tranquille et sûr qu'à le transformer d'instinct inconscient en acte conscient des hommes.*[21]

À cette organisation et à cette théorie, qu'il nomme parfois « savoir », Pannekoek ajoutait la discipline librement consentie comme ciment de la conscience.

Comme on le voit, cette conception de la Gauche marxiste hollandaise était aux antipodes de celle de Lénine exprimée dans *Que faire ?*, en 1903, selon laquelle la conscience était injectée de l'extérieur par des « intellectuels bourgeois ». Elle divergeait tout autant du courant spontanéiste antiorganisation et antipolitique. Il ne faisait aucun doute pour la Gauche hollandaise que la conscience de classe avait deux dimensions indissociables : la profondeur théorique du « savoir » (aspect qualitatif) accumulé par l'expérience historique, et son étendue dans la masse (la transformation de la qualité en quantité). Pour cette raison, les marxistes hollandais et allemands soulignèrent l'importance décisive des grèves de masses, à la fois « spontanées » et « organisées », pour le développement massif de la conscience de classe.

---

[20] Pannekoek, « Massenaktion und Revolution », in *Die Neue Zeit,* XXX/2, 1911-1912, p. 541-550; 585-593; 609-616. Reprint in Antonia Grünenberg, *Die Massenstreikdebatte*, Frankfurt/Main, 1970. Traduction française : *Kautsky, Luxemburg, Pannekoek. Socialisme : la voie occidentale*, Paris, 1983 (avec une introduction de Henri Weber, ancien dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) trotskyste, sénateur (1995-2004) et secrétaire national du Parti socialiste français), p. 297-335.

[21] Pannekoek, *op. cit.*, in Bricianer, op. cit., p. 98.

Cette position était dans le droit fil de la théorie de Marx sur la conscience. [22] Après 1905 et la première révolution russe, contrairement aux apparences, elle différait peu de celle de Lénine, qui à cette époque écrivait que « instinct de classe », « spontanéité » et éducation socialiste du prolétariat étaient indissociablement liés : *» La classe ouvrière est instinctivement, spontanément socialiste et plus de 10 ans de travail de la social-démocratie ont fait beaucoup pour transformer cette spontanéité en conscience. »* [23] Dans la Gauche marxiste d'avant 1914, il y avait encore une convergence réelle dans l'appréhension de la question de la conscience de classe.

2. La grève de masse et l'organisation unitaire du prolétariat

La grève de masse était la forme enfin trouvée de conscience de classe. Celle-ci reposerait sur le vide, si elle ne se concrétisait finalement par l'édification de l'organisation de toutes les couches prolétariennes et par une lutte pour le pouvoir économique et politique contre l'État capitaliste.

Le débat sur la grève de masses dans la IIe Internationale avant 1905

Jusqu'au début du siècle, avant que n'éclate la première révolution russe de 1905, les débats dans la IIe Internationale sur les moyens d'action révolutionnaires du prolétariat furent limités et insérés dans l'étau des résolutions de congrès sur la grève générale. La grève générale préconisée par les courants anarchistes fut rejetée comme étrangère à la tactique et à la stratégie du mouvement ouvrier. Défendue comme une « méthode » antipolitique de « faire la révolution » en l'absence d'organisations politiques ouvrières, elle devînt l'apanage du syndicalisme révolutionnaire [24]. Rejetant toute tactique parlementaire et toute stratégie à long terme d'organisation du mouvement ouvrier, le syndicalisme révolutionnaire en fit la théorie des « minorités agissantes » et la « gymnastique révolutionnaire » nécessaire et suffisante pour entretenir, par « l'action directe », l'esprit de révolte des masses ouvrières. Pour Sorel et ses partisans, la grève générale était à la fois une catastrophe brutale (« le Grand Soir ») mettant à bas le capitalisme en une seule action décisive et un mythe idéaliste donnant aux masses une foi quasi religieuse dans l'accomplissement de la révolution. Dès le départ, le débat sur la grève générale fut une lutte entre deux conceptions opposées : anarchisme ou syndicalisme révolutionnaire et marxisme, dont l'enjeu était l'activité politique

---

[22] Marx, *L'Idéologie allemande* : « *Pour produire massivement cette conscience communiste, aussi bien que pour faire triompher la cause elle-même, il faut une transformation qui touche la masse des hommes, laquelle ne peut s'opérer que dans un mouvement pratique, dans une révolution.* » [Marx, *Œuvres 3*, La Pléiade, Gallimard, Paris, p. 1123.] Et Marx ajoute : la classe ouvrière est une classe « *d'où émane la conscience de la nécessité d'une révolution en profondeur, la conscience communiste* » (idem, p. 1122).

[23] Lénine, « De la réorganisation du parti », 1905, *Œuvres*, tome 10, p. 24.

[24] Cf. Henri Dubief (introduction et textes présentés par), *Le syndicalisme révolutionnaire*, Armand Colin, Paris, 1969.

organisée du prolétariat pour préparer les conditions subjectives de la révolution. Il fallut toute une vague de grèves généralisées et de grèves de masses, à partir du début du siècle, pour que le débat sur la « grève générale » cesse d'être un combat théorique entre marxisme et anarchisme et devienne le débat crucial sur la marche de la révolution au sein du camp marxiste, le point de clivage entre marxistes et réformistes ou révisionnistes.

La grève générale, comme moyen politique de lutte contre le système capitaliste, a été dès les débuts du mouvement ouvrier au centre de ses préoccupations concrètes. Elle fut utilisée pour la première fois en 1842 par le mouvement chartiste anglais. À la fin d'une longue dépression économique, réduisant les salaires des ouvriers, et dans le contexte d'une Pétition chartiste, pour le suffrage universel, un mouvement de grèves spontanées, s'étendant de l'Angleterre à l'Écosse et au Pays de Galles, se généralisa pendant trois semaines, touchant 3 millions de travailleurs. Sans organisation véritable, sans direction, mais aussi sans perspectives politiques claires, la grève échoua. De façon caractéristique, cette grève « générale », qui était plutôt une grève généralisée, avait le double caractère économique et politique. Elle était spontanée, massive et sans organisation préalable.

À l'époque de la Première Internationale, la grève générale fut préconisée en 1868, au congrès international de Bruxelles, comme moyen politique d'empêcher les guerres futures. Mais cette décision du congrès n'eut aucun effet pratique.

Dans la IIe Internationale, la question de la « grève générale » se posa sous un double aspect : de grève démonstrative pour les droits politiques et économiques du prolétariat; et de moyen de lutte antimilitariste contre le danger de guerre. En 1892, la grève générale fut utilisée pour la première fois comme moyen politique de conquête du suffrage universel; une seconde grève générale, appelée par le Parti ouvrier belge (POB), permit d'obtenir le vote plural pour les électeurs masculins. Dès lors, l'utilisation de la grève générale sera posée pratiquement à tous les congrès de la IIe Internationale.

Les congrès de Bruxelles (1891), Zürich (1893) et Londres (1896) marquèrent une démarcation définitive avec l'anarchisme. Celui-ci, qui préconisait la « grève générale universelle » comme une panacée universelle contre la guerre et pour la révolution, fut expulsé, et ses thèses sur la grève générale rejetées. La position de l'Internationale était de préconiser d'abord des grèves partielles, comme moyen de réalisation des tâches économiques et politiques du prolétariat, et d'accélérer l'organisation du prolétariat comme préliminaire à un mouvement international. En une période marquée par la lutte pour les réformes, pour l'organisation du prolétariat en classe consciente, les conditions d'une action de masse révolutionnaire internationale n'étaient pas données. Cette position fut toujours celle de la Gauche marxiste jusqu'au moment où les premiers symptômes d'une nouvelle période historique de luttes révolutionnaires apparurent au grand jour. Les

conditions de l'époque avant 1905, où se démarquaient encore peu révolutionnaires et réformistes, permirent aux éléments révisionnistes d'éviter qu'un débat de fond fut conduit sur les moyens d'action du prolétariat : grèves partielles, grève générale, grèves de masses. En 1900, au congrès de Paris, le chef révisionniste des syndicats allemands Karl Legien pouvait proclamer, sans qu'il y ait discussion : « *Aussi longtemps que de fortes organisations ne sont pas présentes il ne peut y avoir pour nous de discussion sur la grève générale.* » [25].

À partir de 1901, le problème concret de la grève de masses des ouvriers, et non plus le problème abstrait d'une grève générale internationale, se posa dans la réalité de la lutte de classe, sur le terrain économique comme sur le terrain politique. En 1901, à Barcelone, éclatait la grève des cheminots ; à la différence d'autres conflits catégoriels, dirigés par les syndicats, ce conflit s'étendait aux métallurgistes. En 1902, se déroulaient les grèves démonstratives pour le suffrage universel égalitaire tant en Suède qu'en Belgique. En, 1903, des grèves de masses se généralisaient à la Russie, peu après les grèves généralisées des chemins de fer aux Pays-Bas. Mais ce sont surtout les grèves de masses en 1904 en Italie qui vont remettre à l'ordre du jour la discussion sur grève générale et grèves de masses. À l'automne 1904, une série de soulèvements ouvriers agitait tout le Mezzogiorno. Une terrible répression amenait la chambre du travail de Milan à proclamer aussitôt la grève générale. Celle-ci se propageait à toute l'Italie, et pendant quatre jours, les ouvriers occupaient les usines, et pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, dans plusieurs grandes villes industrielles du Nord [26], se formaient des conseils ouvriers. Bientôt tout rendrait dans « l'ordre ». Ce mouvement spontané des ouvriers, parti sans mot d'ordre des syndicats et du parti socialiste, par sa généralisation et son organisation préfigurait la Révolution russe de 1905. La question de la « grève générale » et de la « grève de masses » désormais ne pouvait être appréhendée que dans toute sa signification internationale.

Devant l'ampleur de la vague de lutte de classe internationale, le SDAP hollandais fut chargé de présenter pour le Congrès international d'Amsterdam (1904) un rapport sur la grève générale. La première raison en était l'expérience vécue par le mouvement ouvrier hollandais de deux grèves de masses dans la même année 1903. Mais, surtout, au sein du SDAP, s'étaient cristallisées deux tendances, qui se retrouvaient dans les partis de l'Internationale. La tendance révisionniste, exprimée par Vliegen et Van Kol et appuyée par Troelstra, rejetait la grève générale comme moyen politique de lutte; elle y voyait un « acte de désespoir » du prolétariat, dont la conséquence serait de l'isoler des couches moyennes; elle proposait de s'en tenir uniquement à l'action parlementaire. La tendance marxiste, groupée autour de la revue *De Nieuwe Tijd* (Van der Goes, Gorter, Roland Holst, Pannekoek) présenta un

[25] Cité par Antonia Grünenberg, *Die Massenstreikdebatte,* Frankfurt, 1970, dans son introduction. (Recueil de textes de Pannekoek, Parvus, Luxemburg, Kautsky sur la grève de masses.)
[26] Pour les événements révolutionnaires d'Italie, en 1904, cf. Robert Paris, *Histoire du fascisme en Italie*, Maspéro, Paris, 1962, p. 45.

rapport pour le congrès de Dordrecht (1904) d'une extrême importance pour la clarification du concept de « grève générale ». Il proposait de le remplacer par celui de « grève politique » : « *Le terme de grève générale est incorrect. Celui de grève politique exprime mieux nos intentions.* » [27] De ce congrès sortit une résolution de compromis, rédigée par Henriëtte Roland Holst, et qui devait servir pour le Congrès international d'Amsterdam.

La résolution du congrès international, introduite par Roland Holst était un pas en avant dans la mesure où elle proclamait « possible » l'éclatement de grèves générales comme « un moyen suprême d'effectuer des changements sociaux de grande importance ou de se défendre contre des attentats réactionnaires perpétrés sur les droits des ouvriers ». Très classiquement, la résolution invitait les ouvriers à renforcer leurs « organisations de classe », précondition du succès de la grève politique, et mettait en garde contre l'utilisation de la grève générale par les anarchistes dans un sens antipolitique. Mais, concession aux tendances révisionnistes, Roland Holst déclarait – d'avance – « impossible » la « cessation complète de tout travail à un moment donné » et « inexécutable », « parce que une telle grève rendrait l'existence – celle du prolétariat comme de tout un chacun – impossible ».[28] Mais, quelques mois, plus tard la grande grève générale en Italie venait démentir ce pronostic.

En fait, la présentation de la résolution par Roland Holst posait beaucoup plus clairement les problèmes soulevés par la « grève générale ». Elle utilisait le terme de « grève des masses », en montrant que celle-ci n'avait pas de « but économique » en soi , mais était utilisée, de façon défensive, « contre l'État capitaliste ».

Mais, signe de confusion de l'époque, elle employait le terme de « grève générale » pour proclamer que celle-ci ne « saurait être la révolution sociale ».

Quelques mois à peine après la clôture du congrès, la Révolution russe balayait dans la pratique toutes les anciennes formulations et tous les pronostics. Le mouvement de grèves de masses en Russie, distinct de la grève générale, montrait qu'une lutte massive du prolétariat se situait autant sur un terrain économique que politique. Elle était aussi bien défensive qu'offensive; l'organisation générale des ouvriers n'était pas le préalable mais la conséquence de l'approfondissement du mouvement. Dirigée « contre l'État capitaliste », elle était nécessairement un moment de la « révolution sociale ».

Simultanément, en janvier 1905, les mineurs de la Ruhr entraient massivement et spontanément en grève, en dehors de toute consigne syndicale. La direction des

---

[27] Vliegen, *Die onze kracht ontwaken deed*, Amsterdam, 1924; 2e partie, p. 39-40.

[28] Pour la résolution de Roland Holst et la discussion sur la grève de masses au congrès d'Amsterdam (1904) voir *Histoire de la Deuxième Internationale,* Reprint Minkoff, t. 14, Genève, p. 44-46 (p. 320-322 du reprint Minkoff).

syndicats empêchait toute extension de la grève. En mai 1905, au congrès syndical de Cologne, le dirigeant syndical Bömelburg se prononçait contre la grève de masses et déclarait : « Pour édifier nos organisations, nous avons besoin de calme dans le mouvement ouvrier ». [29] Ainsi, dans le pays où le prolétariat était le mieux organisé du monde, le mouvement pratique des ouvriers se heurtait aux organisations qu'il avait patiemment construites, et pour s'affirmer il devait mener la lutte en dehors et même contre celles-ci, sans organisation préalable et permanente pour la diriger. L'année 1905 posait à l'ensemble du mouvement ouvrier non seulement le problème de la forme (généralisation, auto-organisation, spontanéité) mais celui du contenu des grèves de masses : réformes ou révolution.

La Gauche germano-hollandaise et la grève de masses. Roland Holst et Rosa Luxemburg

L'analyse du phénomène de la grève de masses a commencé bien avant 1905 dans le mouvement marxiste de gauche. D'abord initiée par Rosa Luxemburg, elle fut poursuivie par Roland Holst, dans la Gauche hollandaise, en 1905, puis reprise, avec une profondeur accrue par Luxemburg et finalement Pannekoek. Les positions de la Gauche marxiste en Allemagne et aux Pays-Bas, qui apparaissent les plus cohérentes, ne peuvent être considérées indépendamment de celles de la Gauche russe, de Trotsky en particulier, avec laquelle se manifeste une évidente convergence théorique.

Le premier à utiliser le terme de « grève de masse politique » fut justement un Russe, Parvus[30], qui en 1905 préconisa l'action de masse comme moyen de défense du prolétariat contre l'État, lequel pourrait initier la révolution sociale. Préconisée en réaction contre le révisionnisme pratique du parti allemand, la « grève de masse politique » fut rejetée par la direction du SPD et par la gauche, représentée alors par Kautsky et Mehring. Mais c'est Rosa Luxemburg qui, dès 1902, à l'occasion de la grève générale proclamée par le parti ouvrier belge, et menée dans un cadre strictement légaliste, pour être finalement stoppée, envisagea toutes les conséquences de son utilisation par le prolétariat. Défendant la « grève générale politique » comme action « extraparlementaire » ne devant pas être sacrifiée à l'action parlementaire, elle montrait qu'une telle action était sans effet s'il n'y avait pas derrière « le spectre menaçant du libre essor du mouvement populaire, le spectre de la révolution ». [31] Tout en condamnant le slogan anarchiste de « grève générale » comme une « panacée universelle », elle soulignait qu'il s'agissait d'un des

---

[29] Cité par Carl E. Schorske, *Die grosse Spaltung. – Die deutsche Sozialdemokratie von 1905 bis 1917*, Olle & Wolter, Berlin, 1981, p. 64. La plupart des références au mouvement ouvrier allemand sont tirées de ce livre, d'abord publié en anglais américain en 1955.

[30] Cf. A Grünenberg, *op. cit.* Le texte de Parvus se trouve dans ce recueil.

[31] Cette citation et les suivantes sur l'expérience belge de grève générale proviennent du recueil en français, R. Luxemburg; F. Mehring, *Grèves sauvages; spontanéité des masses*, p. 17-41. (En allemand, R. Luxemburg, *Gesammelte Werke*, Band 1/2, Ost Berlin, 1974.)

« mots d'ordre les plus anciens du mouvement ouvrier moderne ». La grève générale correspondait en fait à une « grève politique accidentelle », ne pouvant être décrétée ni commandée. Comme les révolutions du passé, elle devait être comprise comme un des « phénomènes sociaux élémentaires produits par une force naturelle ayant sa source dans le caractère de classe de la société moderne ». En tant que telle, elle posait la question de l'utilisation nécessaire de la violence de classe comme « moyen d'offensive irremplaçable », « tant dans les différents épisodes de la lutte de classe que pour la conquête finale du pouvoir d'État ». Et, de façon prophétique, elle concluait que si la social-démocratie « s'avisait vraiment de renoncer d'avance et une fois pour toutes à la violence, si elle s'avisait d'engager les masses ouvrières à respecter la légalité bourgeoise, toute sa lutte politique, parlementaire et autre, s'écroulerait piteusement tôt ou tard, pour faire place à la domination sans borne de la violence réactionnaire».

La révolution russe de 1905, commencée comme une grève de masse, et terminée, défaite, par l'insurrection de décembre, permit à la Gauche marxiste en Allemagne et aux Pays-Bas de préciser la conception révolutionnaire, face au rejet ou à l'acceptation tiède de la grève de masse dans la social-démocratie. Rejetée par les révisionnistes, celle-ci avait été acceptée du bout des lèvres par le congrès d'Iéna du SPD en septembre 1905. La résolution d'August Bebel, qui fut pourtant saluée comme une « victoire » par la Gauche, recommandait la grève de masse uniquement comme « arme défensive » et soutenait que les événements russes ne pouvaient servir d'exemple pour le mouvement ouvrier en Occident [32]. Quelques mois après, en février 1906, une conférence secrète du SPD et des syndicats se tenait pour empêcher toute propagation de la grève de masse dans le prolétariat allemand.

Face à une telle attitude qui transparaissait déjà en 1905, Kautsky, qui était encore à gauche du SPD, demanda à Roland Holst de rédiger une brochure sur *la Grève générale et la social-démocratie*. Celle-ci parut en juin 1905, préfacée par lui. Cette brochure donnait des conclusions politiques sur la grève de masses révolutionnaire en Russie, qui seront reprises par toute la Gauche :

- *« il n'y a pas de frontière rigide entre grève partielle et grève générale »;*
- *« la grève politique est l'union de la lutte politique et économique, la mobilisation du pouvoir économique du prolétariat dans le but d'atteindre des buts politiques »;*
- l'action de masse est la *« forme correspondant à toute révolution dans laquelle le prolétariat conscient d'industrie constitue la force de masse la plus importante ».*
- *« …la grève politique de masse devient la forme du combat décisif pour le pouvoir politique, la domination dans l'État »;*
- *« …dans la lutte pour le pouvoir d'État, la violence pourra constituer un facteur de victoire ».*

[32] Schorske, *op. cit.,* p. 69.

Enfin, Roland Holst précisait les conditions subjectives et objectives d'une telle grève de masse : l'organisation, comme auto-éducation du prolétariat, la discipline, la conscience de classe, qualités dont le terreau est la concentration du prolétariat dans de grosses entreprises. Toutes ces qualités nécessaires au succès de la révolution seront toujours soulignées par la Gauche hollandaise, Pannekoek plus particulièrement.

Mais Roland Holst montrait aussi une certaine vision « centriste » proche de Kautsky, en ce qu'elle ne voyait pas encore de « contradiction entre parlementarisme et grève de masse politique », tout en signalant contradictoirement le « déclin du parlementarisme bourgeois ». Elle voyait surtout le danger – en contradiction avec ses analyses – que la grève de masse s'orientât vers l'insurrection :

> *Il y a le danger que les masses ne reconnaissent pas clairement le but politique de la grève, qu'il soit démonstration ou pression, et le conçoivent comme une lutte finale, orientée vers l'anéantissement du capitalisme.* [33]

Toute la question était en fait de savoir si la grève de masse révolutionnaire en Russie ouvrait une nouvelle période historique révolutionnaire, dont les leçons étaient universellement valables, y compris pour le mouvement ouvrier « organisé » d'Occident, dont les luttes avaient toujours été définies par la social-démocratie comme « défensives ».

La brochure de Rosa Luxemburg « Grève de masses, parti et syndicats », publiée en 1906, mais censurée [34], était un brûlot lancé contre les conceptions réformistes de la direction du SPD et des syndicats. Elle rejoignait les conclusions de Roland Holst. Mais le cadre théorique de Rosa Luxemburg était beaucoup plus ample. Toute animée de passion révolutionnaire, plus critique à l'égard de la bureaucratie du SPD et des syndicats que Roland Holst, beaucoup plus incisive vis-à-vis de l'activité parlementaire, cette brochure peut être considérée comme le premier manifeste révolutionnaire du courant de gauche germano-hollandais. Les points les plus décisifs étaient les suivants :

• Il n'y avait pas de « voie occidentale » au socialisme, définie par une stratégie parlementaire et une évolution pacifique du mouvement ouvrier. Les leçons de la

---

[33] *Generalstreik und Sozialdemokratie,* Dresden, 1905. Citations extraites de la deuxième édition, 1906, Dresden, du livre de Roland Holst; respectivement p. 6, 120, 84, 94, 180, 127 et 120. (Édition hollandaise, *Algemeene werkstaking en sociaaldemocratie*, Rotterdam, 1906.)

[34] Cf. J.P. Nettl, *La vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, t. I, Maspéro, Paris, 1972, p. 352. La brochure de Rosa Luxemburg devait d'abord paraître comme « manuscrit imprimé » à usage interne, pour les délégués au congrès du SPD. Celui-ci, sous la pression des syndicats, fit mettre au pilon les exemplaires restant de la première édition; et il fallut faire une édition plus « modérée», où certaines formulations jugées « provocantes » pour les syndicalistes furent censurées.

Révolution russe étaient universelles, valables pour tous les pays, y compris les plus développés :

> *La grève de masse apparaît ainsi non pas comme un produit spécifiquement russe de l'absolutisme, mais comme une forme universelle de la lutte de classe prolétarienne déterminée par le stade actuel du développement capitaliste et des rapports de classe. Le pays le plus arriéré... montre au prolétariat d'Allemagne et des pays capitalistes les plus avancés les voies et les méthodes de la lutte de classe à venir.* [35]

• La grève de masses n'était ni un phénomène accidentel – terme qu'utilisait Rosa Luxemburg en 1902 – ni une action unique, à la manière des grèves générales, « mais désign(ait) collectivement toute une période de la lutte de classes s'étendant sur plusieurs années, parfois sur des décennies ».

• La période historique de grèves de masses marquait le surgissement d'une époque révolutionnaire : *» La grève de masse est simplement la forme prise par la lutte révolutionnaire... Elle est la pulsation vivante de la révolution et en même temps son moteur le plus puissant ».* Et de façon très affirmative, Luxemburg affirmait que le processus révolutionnaire était présent dès le début de toute grève de masses :

> *…en réalité ce n'est pas la grève de masse qui produit la révolution, mais la révolution qui produit la grève de masse.*

• La grève de masses, comme phénomène vivant, ne pouvait être disséquée, pas plus qu'elle ne se décomposait en catégories rigides, pour dresser un tableau de classification schématique; elle embrassait toutes les formes de lutte de classe, économiques et politiques, qui donnent une lutte globale et unitaire du prolétariat, dont les catégories et les divisions s'effacent au profit du tout, la classe :

> *Grèves économiques et politiques, grèves de masses et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combats grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives spécifiques ou batailles de rue, combats de barricades, toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre : c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants»... » il n'existe pas deux espèces de luttes distinctes de la classe ouvrière, l'une de caractère politique, et l'autre de caractère économique, il n'y a qu'une seule lutte de classer visant à la fois à limiter les effets de l'exploitation capitaliste et à supprimer cette exploitation en même temps que la société bourgeoise.*

• La conscience de classe ne se formait et ne se développait pas uniquement dans le moule des organisations déjà formées (partis et syndicats), par une longue

[35] Citations extraites des *Œuvres* I de Rosa Luxemburg, Maspéro; 1969; p. 92-174. En allemand : R. Luxemburg, *Politische Schriften* I, 1968, Frankfurt; « Massenstreik, Partei und Gewerkschaften », p. 135-228.

« éducation », mais aussi et surtout dans la révolution, où elle devient « concrète et active » : la révolution accélère la prise de conscience du prolétariat et lui donne rapidement la meilleure « éducation », celle de la lutte, qui exige « une somme d'idéalisme ».

• C'était une erreur de croire que l'organisation (syndicale et parti) pouvait bureaucratiquement et mécaniquement engendrer la lutte de classe. Au contraire, la lutte fait naître l'organisation générale du prolétariat : « L'évolution dialectique vivante ... fait naître l'organisation comme un produit de la lutte ». Si réorganisation du prolétariat comme un tout naissait de la lutte, il n'y avait nul rejet « spontanéiste » de l'organisation politique. Celle-ci restait « l'avant-garde la plus éclairée et la plus consciente du prolétariat ». Seulement, son rôle et sa fonction se modifiaient ; ils n'étaient plus d'» éduquer », d'organiser et de diriger techniquement la lutte de classe, mais de l'orienter politiquement :

> *... la tâche de la social-démocratie consistera non pas dans la préparation ou la direction technique de la grève, mais dans la direction politique de l'ensemble du mouvement.*

Cette brochure a incontestablement servi de base théorique et politique au courant de la Gauche marxiste allemande et hollandaise, et plus tard du communisme de gauche, à partir de 1919. Le grand absent, aussi bien chez Roland Holst que chez Luxemburg et Pannekoek, jamais mentionné en toutes lettres, était le soviet ouvrier de Pétrograd, dont le rôle avait été immense dans la première révolution russe; jamais ne furent analysés et reconnus le rôle et la fonction des conseils ouvriers. Dans le cadre de la lutte contre le révisionnisme et le réformisme, Luxemburg ne citait que l'exemple de la création des syndicats russes en 1905, pour l'opposer aux syndicats réformistes allemands. Seul, et de façon isolée, Trotsky – et sans que cela ait d'écho dans la Gauche germano-hollandaise avant 1914 – montrait le rôle fondamental des conseils ouvriers comme « l'organisation même du prolétariat », dont le but est la lutte « pour la conquête du pouvoir révolutionnaire » [36]. D'autre part, à peine mentionnée par Roland Holst, la question de l'État et de sa destruction, comme État capitaliste, au terme de la révolution, n'était pas abordée par Rosa Luxemburg. Lorsque la discussion reprit de plus belle, à partir de 1909, entre cette fois Kautsky et la Gauche marxiste, ce fut Pannekoek qui, pour 1a première fois posa clairement cette question.

Offensive ou défensive. Le combat contre le « centrisme » kaustkyste

La grève de masses révolutionnaire en Russie avait au un écho considérable en Occident, contrairement aux assertions des réformistes. En 1905, en Allemagne, il y avait eu 500.000 grévistes, plus en une année que pendant la décennie 1890-1900;

[36] Trotsky, *1905*, Éditions de Minuit, Paris, 1969; chapitre « conclusions », p. 222-241.

plus que n'importe quelle année entre 1848 et 1917. [37] L'échec électoral de 1907 du SPD, après la vague nationaliste des élections dites « hottentotes », – du nom d'une tribu du Sud-Ouest africain convoité par l'impérialisme allemand –, la faiblesse de la lutte de classe de 1907 à 1909 avaient permis au réformisme de se renforcer et de s'afficher publiquement en Allemagne. Ce phénomène de renforcement des courants réformiste et révisionniste était d'ailleurs international. La Gauche marxiste en Hollande en avait fait l'amère expérience. En Russie, se développait dans le POSDR un courant dit « liquidateur », favorable à l'action légale et à l'action commune avec les libéraux. Le congrès international de Stuttgart (1907), malgré l'amendement très radical proposé par Lénine, Luxemburg et Martov pour la transformation d'une guerre éventuelle en révolution, montrait une évolution très nette de la direction des partis social-démocrates vers la droite, et cela sur toutes les questions de principes.

À partir de 1910, le débat sur la grève de masses et la révolution, que la direction du SPD croyait avoir enterré, va resurgir. D'abord, sous l'effet du début du chômage et de la baisse des salaires, les grèves reprennent massivement. En second lieu, avec les menaces de guerre mondiale toujours plus précises, la question de l'utilisation de la grève de masses comme moyen de mobiliser le prolétariat contre ces menaces se pose dans toute sa gravité. Enfin, de façon générale, les directions social-démocrates, refusant d'utiliser l'« arme » de la grève de masse préconisent une politique de manifestations et grèves générales pour des réformes électorales et pour le suffrage universel. Cette politique de démobilisation sur le terrain parlementaire est pratiquée dès 1909 en Allemagne, dès 1911 aux Pays-Bas («Mardis rouges») [38]; et en 1913 en Belgique.

C'est à ce moment que s'accomplit la scission idéologique au sein du courant orthodoxe marxiste en Allemagne. Kautsky se rallie aux positions réformistes de la direction de Bebel et se rapproche de Bernstein qui, sur la question de la grève de masses, défendait une position « centriste » d'utilisation de cette forme de lutte comme « arme défensive ». C'est en fait toute la future tendance des Indépendants qui constituera l'USPD en 1917– qui est en germe et s'oppose au courant « radical de gauche » symbolisé par Rosa Luxemburg et Pannekoek.

Le débat sur la grève de masses fut rouvert en 1910 par Rosa Luxemburg, qui publia un article [39] qui fut refusé et par le quotidien *Vorwärts* et par la *Neue Zeit* de Kautsky, qui considéraient que la question était déjà « tranchée »; et que toute

[37] Schorske, *op. cit.,* p. 53-54.

[38] À partir de 1910, à chaque rentrée parlementaire, le SDAP hollandais décida de tenir rituellement chaque année («Mardis rouges ») des meetings, manifestations, accompagnée de pétitions au gouvernement, pour le suffrage universel. Ces manifestations annuelles remplaçaient, dans l'esprit du SDAP, avantageusement les grèves de masses, auxquelles il ne fut jamais fait appel.

[39] Luxemburg, « Was weiter? », in *Dortmunder Arbeiterzeitung*, 14 mars 1910; reprint *Gesammelte Werke*, tome 2, Ost-Berlin,1974.

polémique publique revenait « à faire connaître à l'adversaire nos propres points faibles » [40]. En fait, avec 5 ans de retard, Kautsky reprenait exactement les mêmes arguments que les révisionnistes avaient jadis utilisés contre la Gauche.

Pour Kautsky, il fallait montrer que la grève de masses en Russie était spécifique à ce pays, pays « arriéré » économiquement. L'action des ouvriers russes était l'expression de « conditions désespérées » que le prolétariat occidental était loin de vivre. D'ailleurs, affirmait-il en faisant une entorse à la vérité historique, « de telles grèves démonstratives n'ont encore jamais eu lieu en Europe occidentale » [41]. La conception de la grève de masses révolutionnaire serait « absolument incompatible avec les conditions d'un pays industriel », jouissant de « droits politiques » et d'un meilleur niveau d'existence. La crise économique, dont les « radicaux » soulignaient l'importance pour le surgissement de mouvements de classe spontanés en Occident, est défavorable à la révolution et aux grèves de masse; le prolétariat n'a comme arme que les manifestations de rue revendicatives. La grève de masses en Occident serait plus propre à enthousiasmer les ouvriers en période de prospérité économique :

> *... en période de crise, le prolétariat ne fait pas montre d'autant de combativité et en période de prospérité d'autant d'élan révolutionnaire. .. En période de crise, il est plus facile de faire de grandes manifestations de rue que des grèves de masse. En temps de prospérité, le travailleur peut s'enthousiasmer davantage pour une grève de masse qu'en temps de crise.* [42].

Kautsky voulait bien concéder qu'il puisse y avoir des «grèves démonstratives locales», mais jamais de grèves généralisées. Tout au plus une grève de masse en Occident serait purement défensive et exercée comme «moyen de coercition» contre le gouvernement. La seule stratégie possible était une « stratégie d'usure » du pouvoir en place, de «grignotage» des positions de la bourgeoisie, et non une « stratégie d'anéantissement » du capitalisme. Pour justifier son argumentation, Kautsky se référait non à l'histoire de la période de grèves de masses avant et après 1905, mais à l'histoire antique... celle d'Hannibal, en lutte contre Rome. Poussé dans ses retranchements par Rosa Luxemburg et Pannekoek, Kautsky reprenait les mêmes arguments qu'il avait dénoncés chez ses anciens adversaires révisionnistes :

• la tactique parlementaire est préférable à l'action de masse révolutionnaire et même aux grèves politiques : «une victoire électorale produit une impression beaucoup plus forte»; [43]

---

[40] Kautsky, *Die Neue Zeit*, 1910, « Was nun? »; traduction française ; « Et maintenant? », *Pannekoek Luxemburg Kautsky – Socialisme : la voie occidentale*, PUF, Paris, 1983; p. 52.
[41] Kautsky, « Eine neue Strategie », XXVIII, 1910; traduction française, « Pannekoek, Luxemburg, Kautsky », *op. cit.*, p. 152.
[42] Kautsky, « Et maintenant ? », *op. cit.,* p. 78.
[43] Kautsky, « Une nouvelle stratégie », *op. cit.,* p. 153.

• les actions de masse sont des actions de rue d'une foule inconsciente. S'inspirant de la Psychologie des foules du sociologue conservateur Gustave Le Bon, Kautsky affirmait ainsi : *« Les actions de la masse peuvent être aussi bien réactionnaires, voire carrément absurdes»;*

• finalement, l'utilisation de l'action de masse inorganisée, non contrôlée par la social-démocratie et les syndicats, menaçait l'existence du mouvement ouvrier et révolutionnaire : *« Le caractère imprévisible des actions de masse inorganisées a souvent été fatal à des mouvements et partis d'opposition, notamment révolutionnaires»* [44].

Dans se réponse à Kautsky, Rosa Luxemburg reprenait toute son argumentation antérieure, exposée dans *Grève de masses, parti et syndicats*, en l'accentuant. Elle montrait la nécessité pour le prolétariat de « passer résolument à l'offensive », laquelle décision ne pouvait jaillir que des masses elles-mêmes. Les arguments de Kautsky étaient en réalité des paravents pour « freiner » le mouvement[45], soulignait-elle dans un article qui était tout un programme : «Usure ou combat?».

Revenant sur le fond, dans l'article « Théorie et pratique »[46], elle soulignait trois points fondamentaux dans le débat sur la grève de masses :

• par sa concentration prolétarienne gigantesque à Pétrograd et Moscou, la Russie préfigurait la révolution en Europe. La Russie loin d'être arriérée du point de vue de la croissance capitaliste témoignait d'un « niveau élevé de développement capitaliste »;

• la grève de masses ne désorganisait pas et n'affaiblissait pas plus le mouvement ouvrier. Au contraire, elle était « payante ». La grève de masses russe avait permis « davantage de conquêtes au plan économique, social et politique que le mouvement syndical allemand au cours de ses quatre décennies d'existence »;

• les grèves en Occident reprenaient en force; le danger qui les menaçait était la capacité de la social-démocratie de « bel et bien paralyser la plus belle action de masse en adoptant une tactique oscillante et sans énergie ». Et de façon optimiste, Rosa Luxemburg concluait qu'il ne s'agissait pas de mener le combat contre la direction du parti et des syndicats; les masses elles-mêmes se chargeraient « d'écarter ses dirigeants qui vont à contre-courant du mouvement tumultueux ».

Souvent dans ce débat, Rosa Luxemburg restait sur le terrain choisi par Kautsky et la direction du SPD. Elle appelait à inaugurer les manifestations et grèves pour le

---

[44] Le sociologue des foules, «endoctrinées par des meneurs », le très conservateur Gustave Le Bon inspire l'article de Kautsky « Massenaktion », in *Die Neue Zeit*, 1911. Traduction française in « Pannekoek, Luxemburg, Kautsky... », *op. cit.*, « L'action de masse », p. 271 et 275.

[45] Luxemburg, «Ermattung oder Kampf ? », *Die Neue Zeit*, 1910; en français, *op. cit.*, p. 126.

[46] Luxemburg, «Die Theorie und die Praxis », in *Die Neue Zeit*, 1910, p. 564-578, 626-642; français « Pannekoek Luxemburg Kautsky », *op. cit.*, p. 177-227.

suffrage universel par une grève de masse et proposait comme mot d'ordre « transitoire » mobilisateur celui de « lutte pour la République ». Sur ce terrain, Kautsky pouvait lui répliquer que « vouloir inaugurer une lutte électorale par une grève de masses, c'est une absurdité ». De plus, prenant la balle au bond, Kautsky affirmait que, fondamentalement, le contenu de la social-démocratie était autre que le socialisme « abstrait » : « Social-démocratie continuera en soi à signifier républicain » [47].

Tout autre était le terrain choisi par Pannekoek, qui, entre 1910 et 1912, se lança, soutenu par la Gauche de Brême et les tribunistes hollandais, dans un débat de fond contre Kautsky. Depuis 1909, les relations des tribunistes avec ce dernier s'étaient notablement détériorées, d'abord en raison de la scission de mars 1909, ensuite et surtout en raison de la parution du livre de Pannekoek sur les Divergences tactiques dans le mouvement ouvrier. Ce livre, outre sa conception théorique générale, orientée contre le révisionnisme, était l'un des premiers jalons de la rupture de la Gauche marxiste avec le parlementarisme et le syndicalisme de la IIe Internationale.

3. État et partis : les deux obstacles

La nouvelle tactique de l'action de masse. – La question de l'État

Prudemment, en préliminaire, Pannekoek soulignait que le parlementarisme avait joué un rôle considérable dans l'histoire du prolétariat :

> *Le parlementarisme a [...] métamorphosé le prolétariat, créé par l'énorme développement du capitalisme, en une classe consciente et organisée, apte à la lutte.* [48]

Vite, il soulignait qu'il ne pouvait servir d'instrument de domination du prolétariat; il était plutôt « la forme de domination politique normale de la bourgeoisie ». Et il mettait en garde contre l'électoralisme (« *Nur-Parlamentarismus* », ce qu'il nommait le « Rien-que-le-parlementarisme ») développé dans la social-démocratie. En cela, la position de Pannekoek et des tribunistes était dans le droit fil de Marx et Engels qui dénonçaient le « crétinisme parlementaire ». Sur ce point, Rosa Luxemburg et la Gauche hollandaise et allemande avaient une position concordante.

---

[47] Kautsky, «Zwischen Baden und Luxemburg », *Die Neue Zeit*, 1910, p. 652-667; en français, *op. cit.*, « Entre Bade et Luxemburg », p. 236.

[48] Pannekoek, «Divergences tactiques dans le mouvement ouvrier », in Bricianer, *op. cit.*, p. 75, p. 80.

Sur la question syndicale, la position des Hollandais était beaucoup plus radicale que celle de Rosa Luxemburg. Tout en préconisant, comme elle, la soumission des syndicats au parti et à son programme révolutionnaire, et la fusion de la lutte politique et syndicale « en une lutte unifiée contre la classe dirigeante », Pannekoek affirmait l'impossibilité de mener une lutte révolutionnaire avec les syndicats. Structurellement, les syndicats se situaient sur le terrain non de la lutte de classe mais de l'État bourgeois, et en conséquence ne pouvaient être des organes de lutte révolutionnaires :

> *...les syndicats ne se posent nullement en adversaires du capitalisme, mais se situent sur le même terrain que lui... Les syndicats ne sont pas l'organe direct de la lutte de classe révolutionnaire; ils ne se fixent pas comme but le renversement du capitalisme. Loin de là, ils constituent un élément nécessaire à la stabilité d'une société capitaliste normale.*

Cette analyse, fort contradictoire d'ailleurs, annonçait le rejet de la structure syndicale comme instrument de lutte, et même de toute structure syndicale « révolutionnaire ». Définie comme « syndicaliste » par Kautsky[49], la Gauche de Pannekoek contenait en germe tout l'antisyndicalisme de principe de la Gauche communiste des années 1920.

La critique de Pannekoek contre Kautsky, pleinement mûrie en 1912 dans ses textes *Action de masse et révolution* et *Théorie marxiste et tactique révolutionnaire* [50], était une vision politique et théorique dans une large mesure plus profonde que celle de Rosa Luxemburg, qui dans ce débat ne sortait pas du terrain choisi par Kautsky.

Tout d'abord, Pannekoek montrait la convergence de l'ancien radicalisme de Kautsky avec le révisionnisme; le « radicalisme passif » du centre kautskyste avait une finalité bien précise, le dévoiement de la lutte révolutionnaire sur le terrain parlementaire et syndical :

> *Ce radicalisme passif converge avec le révisionnisme au sens où il débouche sur l'épuisement de notre activité consciente dans le combat parlementaire et syndical.*

Du point de vue théorique, le kautskysme était une non-volonté d'action et un fatalisme, convergeant avec la vision apocalyptique et catastrophiste de la révolution chez les anarchistes, où elle apparaît comme le « miracle » d'un Grand Soir :

---

[49] Kautsky, « Der jüngste Radikalismus », *Die Neue Zeit*, 1912, p.436-446. Ce à quoi Pannekoek répliquait en signe de défi : « Eh bien ! va pour le syndicalisme révolutionnaire ! », pour clore le débat avec Kautsky, *Die Neue Zeit*, 1913, « Zum Schluss », p. 611-612.

[50] Textes en allemand in A. Grünenberg, *op. cit.* En français, *Pannekoek Luxemburg Kautsky – Socialisme: la voie occidentale*, *op. cit.*, p. 297-335; 387-415.

> *(Le radicalisme passif) prévoit des explosions révolutionnaires qui se présentent comme des cataclysmes tout à coup surgis, comme d'un autre monde, indépendamment de notre volonté et de notre action, et qui viennent donner le coup de grâce au capitalisme.* [51]

Les points majeurs de la critique révolutionnaire du kautskysme, définitivement assimilé au révisionnisme par la Gauche hollandaise, étaient les suivants :

• le Capital, à l'ère de l'impérialisme et des grandes coalitions capitalistes, ne peut plus accorder de réformes durables au prolétariat, qui est condamné à des actions défensives contre la détérioration de ses conditions d'existence. La grève de masse est la forme typique de la lutte de classe à l'ère de l'impérialisme et elle cesse d'être une lutte pour des réformes :

> *…La lutte de classe gagne en acuité et tend à se généraliser. La force motrice du combat, ce n'est plus l'espoir d'améliorer sa situation, c'est, de façon croissante, la triste nécessité de faire face à la détérioration de ses conditions de vie. Les actions de masse sont une conséquence naturelle du développement du capitalisme moderne en impérialisme; elles sont sans cesse davantage la forme de combat qui s'impose contre lui.*

• l'action de masse apparaît tantôt comme « un correctif à l'action parlementaire » tantôt comme une « activité politique extraparlementaire de la classe ouvrière organisée ».[52] Elle est surtout une action spontanée, regroupant la majorité des ouvriers, active et consciente, et donc dotée de sa propre organisation et de sa discipline. Sans donner un nom précis à cette organisation, Pannekoek soulignait un fait majeur : la capacité d'auto-organisation du prolétariat luttant massivement par des moyens extraparlementaires :

> *(La masse) était passive, elle devient une masse active, un organisme doté de sa vie propre, cimentée et structurée par elle-même, dotée de sa propre conscience et de ses propres organes.*

• dans l'action de masse, le rôle du parti est décisif; il est un facteur actif, catalysant l'action révolutionnaire qu'il dirige et organise, « parce qu'il est porteur d'une partie importante de la capacité d'action des masses ». Mais ce rôle dirigeant est plus spirituel que matériel; le rôle du parti n'est pas de commander le prolétariat, à la manière d'un état-major militaire :

---

[51] Pannekoek, « Action de masse et révolution », *op. cit.*, p. 322-323, 298.

[52] Pannekoek, « Théorie et tactique révolutionnaire », *op. cit.*, p. 407; « Action de masse et révolution », *op. cit.*, p. 313.

(Le parti) n'est pas porteur de l'entière volonté du prolétariat dans son ensemble, Il ne peut donc lui donner l'ordre de se mettre en marche comme on commande à des soldats. [53].

• La confrontation violente du prolétariat avec l'État, porteur de tous les moyens de répression, ne peut arrêter le prolétariat; la classe dominante peut détruire la forme de l'organisation prolétarienne, non son « esprit » qui persiste dans des masses ouvrières éduquées dans un esprit d'organisation, de discipline et de cohésion. Aussi, « (l'État) ne peut détruire que l'enveloppe extérieure de l'organisation du prolétariat, pas son être même ». Cela se vérifie pleinement dans l'action révolutionnaire où l'organisation se renforce, et dans le feu de l'expérience, devient « solide comme l'acier ».

• finalement, Pannekoek affirmera que le parti politique ne peut être une organisation de masses, mais un noyau solide et compact qui ne peut se substituer à la volonté des masses : « Mais « nous » ne sommes pas les masses; nous ne sommes qu'un petit groupe, un noyau. Ce n'est pas ce que nous voulons, mais ce que la masse fait, qui détermine le cours des événements. »[54]. Cette conception sera largement développée par la Gauche communiste germano-hollandaise dans les années 1920, en particulier le KAPD.

Néanmoins, l'apport essentiel de Pannekoek dans le débat sur la grève de masses résidait moins dans son analyse du rôle du parti, largement partagée par Rosa Luxemburg, que dans celle de la finalité de la révolution. Si chaque grande grève de masse, notait en 1912 Pannekoek, « revêtait maintenant l'aspect d'une explosion, d'une révolution en petit »[55], c'est parce qu'elle s'inscrivait dans un processus de longue haleine, de confrontation et finalement de destruction de l'État capitaliste : *« Le combat (du prolétariat) ne cesse qu'avec la complète destruction de l'organisation étatique. »*

Cette nouvelle conception des rapports entre prolétariat et État était aux antipodes de celle de la social-démocratie officielle et de Kautsky. Pour ce dernier, il n'y avait pas de changement dans la tactique de la social-démocratie, malgré la Révolution russe. Il s'agissait de prendre le pouvoir, tel qu'il existait, dans l'État, par la majorité parlementaire, et en aucun cas détruire le pouvoir d'État et son appareil étatique : « ...Le but de notre combat politique demeure le même qu'il était auparavant : nous emparer du pouvoir d'État en conquérant la majorité au Parlement et assurer la prééminence du Parlement sur le gouvernement. Mais la destruction du pouvoir d'État jamais... Jamais au grand jamais ce processus ne peut déboucher sur la

[53] Pannekoek, « Théorie marxiste et tactique révolutionnaire », *op. cit.*, p. 414.
[54] Pannekoek, « Partei und Masse », in *Bremer Bürgerzeitung*, 4 juillet 1914.
[55]Pannekoek, « Action de masse et révolution », *op. cit.* Cf. aussi Pannekoek, *Der Kampf der Arbeiter*, Leipzig, 1909, p. 30 : « Derrière chaque revendication momentanée, les capitalistes voient se dissimuler l'hydre de la révolution.

destruction du pouvoir d'État, mais toujours sur un déplacement des rapports de force à l'intérieur du pouvoir d'État. » La « conquête » de l'État, selon Kautsky, était donc un processus graduel, pacifique, par la voie parlementaire, s'effectuant de l'intérieur de l'appareil d'État.

Sept ans avant que Lénine ne reprenne en 1917 ce débat sur la question de l'État dans *L'État et la Révolution* – en s'appuyant très largement et avec retard sur Pannekoek[56] – en 1910, Pannekoek dans sa brochure *Les moyens de puissance du prolétariat*[57] posait avec une surprenante netteté le problème : « La lutte du prolétariat n'est pas seulement une lutte contre la classe capitaliste pour le pouvoir d'État, mais une lutte contre le pouvoir d'État ».[58] Si, selon Lénine, l'exposé de Pannekoek, manquait de « clarté et de précision », il contenait en germe l'idée, déjà développée par Marx et Engels, et reprise constamment après 1917 par la Gauche marxiste, que le prolétariat ne pouvait se contenter de conquérir tel quel l'ancien pouvoir d'État; il devait en démolir toute la machinerie (police, armée, justice, administration) pour le remplacer par un nouvel appareil d'État.

De quel type serait ce nouveau pouvoir d'État; quelle serait la forme de la « dictature du prolétariat » qui s'édifierait sur les ruines du pouvoir d'État bourgeois, sur ces questions les réponses de Pannekoek et de la Gauche hollandaise restaient vagues, faute d'expérience historique de grande ampleur. La réponse n'était cependant pas – ce que prétendait Kautsky[59] – celle de l'anarchisme : destruction de tout pouvoir d'État, sans conquête du pouvoir politique. Dans une brochure parue en 1906 *(Bouleversements dans l'État futur),* Pannekoek affirmait que la conquête nécessaire du pouvoir politique par le prolétariat était un « processus de long terme, qui peut peut-être s'étendre sur des décennies avec des avancées et des reculs ». Abordant la période de transition du capitalisme au socialisme, il affirmait fortement aussi que la dictature du prolétariat ne pouvait se confondre ni avec l'étatisation ni avec une forme quelconque de « capitalisme d'État ». [60]

---

[56] Cf. chapitre 6.3. de *L'État et la Révolution*. Les marxistes russes s'étaient tenus éloignés à l'époque de la polémique entre Kautksy d'un côté et Luxemburg-Pannekoek, de l'autre. Trotsky ironisait sur la « noble impatience » de Rosa Luxemburg. Par contre, Lénine souligna que le point de vue de Pannekoek contre Kautsky était juste, dès 1912 (Cf. Corrado Malandrino*, Scienza e socialismo. Anton Pannekoek (1873-1960),* Milan, 1987, p. 140-141.)

[57] Pannekoek, *Die Machtmittel des Proletariats*, conférence tenue devant les ouvriers de Stuttgart, en octobre 1910.

[58] Pannekoek, « Die Machtmittel... », *op. cit.*, p. 3.

[59] Kautsky, « La nouvelle tactique », *op. cit.*, p. 371 : « Jusqu'à présent, ce qui opposait les social-démocrates aux anarchistes, c'est que les premiers voulaient s'emparer du pouvoir d'État et les seconds le détruire. Pannekoek, lui, veut les deux. »

[60] Pannekoek*, Umwälzungen im Zukunftsstaat*, Leipzig, 1906; reprint in A. Pannekoek, *Neubestimmung des Marxismus* 1, introduction de Cajo Brendel, Karin Kramer Verlag, Berlin, 1974. Les citations qui suivent dans le texte sont extraites de cette brochure.

En fait pour Pannekoek, la période de transition était conditionnée par la réalisation de trois conditions :

- « ***la domination politique de la classe ouvrière*** » sur la société et l'économie;

- la « ***démocratie ouvrière*** »;

- le *« **relèvement et l'amélioration de la situation quotidienne de la masse populaire travailleuse*** », par une « ***puissante élévation de la productivité du travail*** », et « ***l'élévation du niveau culturel*** ». Le socialisme était moins une « violente suppression de la propriété privée » et un bouleversement des rapports juridiques de propriété que d'abord et avant tout « ***une suppression de la pauvreté et de la misère*** ».

L'État de la période de transition, tel qu'il était envisagé avant 1914 par les « radicaux » hollandais, pouvait parfaitement subsister avec un Parlement et des conseils communaux. Il serait à la fois un gouvernement, une administration, un Parlement, mais surtout basé sur des « comités pour toutes sortes de buts ». Sans utiliser le terme, cet État se réduirait à n'être qu'un demi-État dont les tâches seraient essentiellement économiques, et dont la domination politique tendrait à disparaître : « *L'État sera un corps à fonctions économiques, qui n'a plus besoin d'exercer sa propre domination.* » La Gauche hollandaise n'allait pas plus loin dans son analyse de ces problèmes complexes. Ce dont elle était sûre, c'est que le socialisme signifierait la sortie définitive de « *l'époque animale de l'humanité* ».

Parti, conseils et révolution. « Masses ou chefs »

La guerre et la Révolution des conseils en Russie, Allemagne et Hongrie vont modifier et enrichir la conception de la gauche hollandaise. Fondamentalement la révolution en Russie posait la question de la détention réelle du pouvoir par les conseils ouvriers exclusivement, et donc de l'antagonisme entre le parti censé les représenter (le parti bolchevik ou tout autre parti) et ces derniers. La totale substitution du pouvoir des conseils par la dictature d'un parti au service du capitalisme d'État dès (et même avant) mars 1918 posait de façon nette la question du rôle des partis révolutionnaires dans les conseils. La Gauche allemande, représentée par le KAPD et les Unions (AAU et AAU-E) en Allemagne repésentait dans la pratique cette tendance radicale qui mettait en avant le rôle des conseils ouvriers comme forme inaliénable du pouvoir prolétarien. Les Unions représentaient le noyau politico-économique des ouvriers radicaux travaillant à la transformation des organismes de lutte économiques en organes politiques du pouvoir : les conseils ouvriers.

Dans la gauche communiste allemande et hollandaise, il y avait, néanmoins, une grande importance donnée au rôle du parti, aussi bien avant que pendant la

révolution. Face au bolchevisme, préconisant une dictature de parti, au lieu et place de la «dictature du prolétariat» exercée par la classe ouvrière tout entière regroupée dans les conseils ouvriers, la gauche germano-hollandaise répondit en 1920 par les écrits de Gorter et Pannekoek, *Réponse au camarade Lénine*, et *Révolution mondiale et tactique communiste* de Pannekoek.

Un parti communiste agissant dans le mouvement des conseils avait un rôle tout autre que celui assigné par les partis bolchevik et social-démocrate. Reprenant la conception de Rosa Luxemburg, les théoriciens hollandais affirment que les communistes « travaillent à la préparation de leur propre déclin » [61] dans la société communiste.

Le parti communiste ne pouvait être que l'instrument de la révolution, même s'il jouait un rôle décisif dans la cristallisation de la pensée et de l'action révolutionnaires du prolétariat :

> *Un parti a pour tâche de propager à l'avance des connaissances claires, pour qu'apparaissent au sein des masses des éléments capables, dans ces moments-là, de savoir ce qu'il convient de faire et de juger de la situation par eux-mêmes. Et, pendant la révolution, le parti doit établir le programme, les mots d'ordre et les directives que les masses, agissant spontanément, reconnaissent comme justes, parce qu'elles y retrouvent sous une forme achevée, leurs propres buts révolutionnaires et parviennent, grâce à eux, à y voir plus clair.* [62]

La fonction du parti n'était donc pas seulement programmatique; c'était une fonction active de propagande et d'agitation. Même si les masses ouvrières agissaient spontanément, le parti n'était pas spontanéiste, en acceptant aveuglément toute action spontanée des ouvriers. En aucun cas, il ne devait pratiquer le suivisme de toute action de masses. Le parti n'était pas fondu dans la masse mais une avant-garde lucide et hardie par ses mots d'ordre et ses directives. Dans ce sens uniquement, le parti orientait et « dirigeait la lutte ». Ce rôle de direction n'était pas celui d'état-major, commandant la classe ouvrière à la façon d'une armée, conception théorisée autant par le bolchevisme que par la social-démocratie. La révolution ne se décrétait pas; elle était « l'œuvre des masses » et se « déclenchait spontanément ». Si certaines actions du parti pouvaient être le point de départ de la révolution – « cela n'arrive que rarement toutefois » – le facteur décisif était l'autodéveloppement de la conscience de classe, qui émergeait sous forme d'actions spontanées du prolétariat. C'étaient « les facteurs psychiques profondément enfouis dans l'inconscient des masses » qui créaient la spontanéité apparente de l'activité

[61] Formulation reprise par Roland Holst, *Partei und Revolution*, Wien, 1921. Reprint Kollektiv Verlag Berlin, 1972, avec une introduction de Cajo Brendel.
[62] Pannekoek, *Révolution mondiale et tactique communiste*, in Bricianer, op. cit., p. 163-201.

révolutionnaire. La fonction du parti était précisément de *» toujours agir et parler de manière à réveiller et fortifier la conscience de classe des ouvriers ».* (Souligné par Gorter.)[63]

Cette fonction du parti déterminait la structure et le fonctionnement de l'organisation communiste. Au lieu de regrouper d'énormes masses, au prix de l'édulcoration des principes et même de la gangrène opportuniste, le parti devait rester « *un noyau aussi résistant que l'acier, aussi pur que le cristal ».* Cette idée d'un parti-noyau impliquait une sélection rigoureuse des militants. Mais la gauche germano-hollandaise ne faisait pas du petit nombre la chaste vertu de l'isolement :

> *« Si... nous avons le devoir de nous renfermer pour un temps encore dans le petit nombre, ce n'est pas parce que nous éprouvons pour cette situation une prédilection particulière, mais parce que nous devons en passer par là pour devenir forts.*

De façon assez maladroite, Gorter – au prix d'un paradoxe dans son argumentation – se laissait emporter par la polémique contre l'Exécutif du Komintern qui ne voyait dans la Gauche communiste que des « sectes » :

> *Une secte, alors ? dira le Comité exécutif... Parfaitement, une secte, si vous entendez par-là le noyau initial d'un mouvement qui prétend à la conquête du monde.*

À la suite du KAPD, Gorter opposait le « parti des chefs » et le « parti des masses », 'dialectique' que Pannekoek d'ailleurs refusa d'adopter. Il est visible que toute la Gauche communiste avait été traumatisée par la scission d'octobre 1919, à Heidelberg, où la minorité s'appuyant sur une direction non représentative du KPD, exerçant sa dictature sur le parti, expulsa la majorité. Cette direction de chefs autoproclamés, comme Levi, Brandler et Clara Zetkin, s'opposait à la volonté et à l'orientation des masses ouvrières du parti. Le « Parti des chefs » c'était le parti qui nourrissait non la démocratie interne du parti, mais la dictature d'une clique, de haut en bas, en s'appuyant sur la conception de Lénine : un « parti de fer » et une « discipline de fer ». Le « parti des masses » – et non le parti de masses, au contraire, se construisait de « bas en haut » avec les ouvriers révolutionnaires du parti.

Gorter, Pannekoek et le KAPD ne niaient pas la nécessité d'un fonctionnement unitaire du parti, nécessairement centralisé et discipliné. Gorter, qui est souvent et faussement présenté comme le don Quichote de la « lutte contre les chefs », voulait en fait de vrais chefs, une vraie centralisation et une vraie discipline de parti :

> *... nous sommes encore à la recherche de chefs véritables qui ne cherchent pas à dominer les masses et ne les trahissent pas, et aussi longtemps que nous ne les aurons pas, nous voulons que tout se fasse de bas en haut, et par la dictature des masses elles-mêmes... Cela vaut aussi en ce qui concerne la discipline de fer et le centralisme*

[63] Gorter, *Lettre ouverte au camarade Lénine*, «cahiers Spartacus», Paris, 1979. Avec une introduction de Serge Bricianer.

renforcé. Nous en voulons bien mais seulement après avoir trouvé les véritables chefs, pas avant.

En fait, de façon intuitive, Gorter développait une idée qui sera celle de toute la Gauche communiste internationale, italienne incluse, après la Deuxième guerre mondiale. Dans les partis révolutionnaires, il n'y avait plus, comme dans la IIe et la IIIe Internationales, de 'grands hommes' ayant un poids écrasant au point de dominer l'organisation. Une organisation révolutionnaire était plus impersonnelle et plus collective. Gorter remarquait ce fait en 1920, dans un pays aussi développé que l'Allemagne :

> *N'avez-vous pas remarqué, camarade Lénine, qu'il n'existe pas de 'grands' chefs en Allemagne? Ce sont tous des hommes très ordinaires.*

L'existence de grands hommes' dans un mouvement et la personnalisation de ce dernier («léninisme», «trotskysme», «luxembourgisme», «bordiguisme», pourrait-on ajouter) étaient un signe de faiblesse et non de force. C'était une caractéristique de pays sous-développés économiquement – où la conscience et la maturité au prolétariat sont encore à l'état embryonnaire, d'où la nécessité des «chefs charismatiques» pour compenser cette faiblesse. Dans les grands pays capitalistes, les traditions historiques de lutte créent une conscience de classe beaucoup plus élaborée et structurée. L'importance des « chefs » est indirectement proportionnelle à la conscience des masses ouvrières.

La nouvelle tactique du prolétariat

La marche vers le triomphe du pouvoir des conseils ouvriers au niveau mondial passait par un renversement complet de la praxis ancienne du prolétariat, de la social-démocratie au bolchevisme.

Pour la Gauche hollandaise, la tactique préconisée par le Komintern en Occident était trop « russe» et donc inapplicable. Telle quelle, la tactique de Lénine « ne pouvait que conduire le prolétariat occidental à sa perte et à des «défaites terribles ». À la différence de la révolution russe, qui s'était appuyée sur des millions de paysans pauvres, la révolution en Occident serait plus purement prolétarienne. Le prolétariat dans les pays avancés n'avait pas d'alliés potentiels, ni la paysannerie ni la petite-bourgeoise urbaine. Il ne pouvait compter que sur son nombre, sa conscience et son organisation distincte. Le prolétariat était seul et se dressait contre toutes les autres classes de la société :

> *Les ouvriers en Europe occidentale sont tout seuls. Car, d'autre part, c'est seulement une couche toute mince de la petite-bourgeoise pauvre qui les aidera. Et celle-ci est*

> *économiquement insignifiante. Les ouvriers devront porter tout seuls le poids de la Révolution. Voilà la grande différence avec la Russie.* [64]

Ce qui était vrai au niveau social l'était encore plus au niveau politique. Les forces politiques, qui représentaient les différentes tendances et les différents intérêts des couches bourgeoises et petites-bourgeoises, n'étaient plus désunies mais unies contre le prolétariat. À l'ère de l'impérialisme, *» les différences entre libéral et clérical, conservateur et progressiste, grand-bourgeois et petit-bourgeois disparaissent ».* Cela se vérifiait dans la guerre impérialiste, et encore plus dans le cours même de la révolution. À l'unité du prolétariat dans la révolution répondait l'unité de toutes les forces bourgeoises et petites-bourgeoises, et non leur division :

> *Unis contre la révolution et, de ce fait, au fond, contre tous les ouvriers, car seule la révolution peut apporter une amélioration réelle à tous les ouvriers. Contre la révolution tous les partis s'accordent sans divisions.*

En conséquence, la Gauche communiste rejette toute possibilité 'tactique' d'opérer un front unique avec ces partis, fussent-ils de 'gauche'; elle rejette l'idée d'un gouvernement ouvrier » préconisée par le KPD (S) et Lénine.

La nouvelle période historique, celle de la guerre et de la révolution, a effacé les « différences » et « différends » entre la social-démocratie et les partis bourgeois :

> *Assurément on doit dire que ces différences entre social-démocrates et bourgeois se sont réduites à presque rien au cours de la guerre et de la révolution et qu'elles ont habituellement disparu.*

Tout gouvernement « ouvrier » – souligne Pannekoek est par essence contre-révolutionnaire. « Cherchant par tous les moyens à éviter que la brèche ne s'élargisse au flanc du capitalisme et que le pouvoir ouvrier ne se développe, il se comporte en contre-révolutionnaire actif ». Le rôle du prolétariat est non seulement de le combattre mais de le renverser pour un gouvernement communiste.

On remarquera que l'analyse de la Gauche sur la nature des partis social-démocrates est encore marquée d'hésitations. Tantôt la social-démocratie apparaît comme l'aile gauche de la bourgeoisie, tantôt comme des « partis ouvriers ». La tactique de la Gauche hollandaise apparaît chez Gorter peu claire ; aucun soutien à la social-démocratie, de droite et de gauche, dans les élections, mais appel à l'action commune : « à la grève, au boycott, à l'insurrection, aux combats de rue et surtout aux conseils ouvriers, aux organisations d'entreprise ». Ce qui revient en fait à dire qu'un front unique « à la base » et « dans l'action » pourrait s'établir avec ces organisations.

[64] Pannekoek, *Révolution mondiale et tactique communiste,* op. cit., p. 164.

Le changement de période historique a modifié profondément en conséquence la tactique du prolétariat en Europe occidentale. Celle-ci s'est simplifiée en tendant directement vers la prise de pouvoir révolutionnaire. Cela ne signifie pas que la révolution prolétarienne sera plus facile en Occident que dans un pays ; sous-développé comme la Russie. Elle sera au contraire plus difficile : contre la force d'un capitalisme « encore puissant », « les efforts exigés des masses par la situation sont encore beaucoup plus grands qu'en Russie ». Ces facteurs objectifs (force économique du capital, unité des classes contre le prolétariat) pèsent peu, cependant, face au retard des conditions subjectives de la révolution. La Gauche hollandaise, comme d'ailleurs la Gauche italienne, souligne le poids énorme des préjugés « démocratiques » dans le prolétariat. L'héritage « démocratique » est le principal facteur d'inertie au sein du prolétariat. C'est la principale différence avec la révolution russe. Pannekoek l'exprime en ces termes :

> *Dans ces pays, le mode de production bourgeois, et la haute culture qui lui est liée depuis des siècles, ont imprégné en profondeur la manière de sentir et de penser des masses populaires.*

Le mode de pensée prolétarien se trouve faussé par cette « culture » dont les expressions les plus typiques sont l'individualisme, le sentiment d'une appartenance à une « communauté nationale », la vénération de formules abstraites du genre de la 'démocratie'. La puissance des vieilles conceptions dépassées de la social-démocratie, la croyance aveugle – traduisant un manque de confiance en lui-même – du prolétariat dans les « chefs qui, des dizaines d'années durant, avaient personnifié la lutte, les buts révolutionnaires », et enfin le poids matériel et moral des anciennes formes d'organisation, « machines gigantesques créées par les masses elles-mêmes »; autant de facteurs négatifs qui confortent « la tradition bourgeoise ».

Il s'ensuit que la question fondamentale dans les pays développés d'Europe occidentale est la rupture avec l'idéologie bourgeoise, travestie en tradition spirituelle. Celle-ci en se présentant comme « culture » est « un facteur d'infection et de paralysie » des masses. La contradiction entre l'immaturité du prolétariat, trop habitué à raisonner en termes d'idéologie et la maturité des conditions objectives (effondrement du capitalisme) « ne peut être résolue que par le processus du développement révolutionnaire », par « l'expérience directe de la lutte ».

La tactique suivie par le prolétariat dans la période révolutionnaire doit nécessairement s'adapter « au stade d'évolution atteint par le capitalisme ». Les méthodes de lutte et les formes de combat changent à « chacune des phases » de l'évolution capitaliste. Le prolétariat doit donc « surmonter la tradition des phases précédentes » en premier lieu la tradition syndicaliste et la tradition parlementariste.

La question syndicale. – Syndicalisme révolutionnaire ou organismes unitaires du prolétariat?

À la différence des anarchistes, Gorter et Pannekoek ne rejetaient pas de tout temps et par principe les tactiques parlementaire et syndicale. Depuis 1914, elles ne sont plus des « armes pour la révolution » (Gorter). Parlements et syndicats expriment désormais le « pouvoir des chefs » sur « les masses ». Terminologie quelque peu 'idéaliste', escamotant la question fondamentale : est-ce le fonctionnement interne – les 'chefs' – ou la structure même des syndicats qui sont devenus impropres à la lutte révolutionnaire?

Dans *La Maladie infantile du communisme*, Lénine affirmait qu'il fallait par tous les moyens, même les moins avouables, pénétrer en force dans les syndicats pour les conquérir. Il les mettait sur le même plan que le mouvement de Zoubatov [65] en 1905, auquel adhéraient les ouvriers russes :

> *Il faut... même user – en cas de nécessité – de tous les stratagèmes, de toutes les astuces, recourir aux expédients, taire, celer la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y mener coûte que coûte l'action communiste.* [66]

La réponse de la Gauche hollandaise n'est ni morale ni moralisante, bien qu'elle rejetât toute politique de subterfuges et de mensonge, mais historique. La situation de 1920 n'est plus celle de 1905. Les syndicats en Allemagne, pays le plus représentatif de l'Europe occidentale, sont passés du côté de la bourgeoisie et n'ont plus d'ouvrier que son sang sur les mains. Ce ne sont pas seulement de 'mauvais' chefs, mais la 'base' syndicale qui participe à la répression de la révolution [67]:

> *Les syndicats sont employés par les chefs et par la masse des membres comme arme contre la révolution. C'est par leur aide, par leur soutien, par l'action de leurs chefs et en partie aussi par celle de leurs membres que la Révolution est assassinée. Les communistes voient leurs propres frères fusillés avec l'aide des syndicats. Les grèves en faveur de la révolution sont brisées. Croyez-vous, camarade, qu'il soit possible que des ouvriers révolutionnaires restent ensuite dans de telles organisations?*

Dans la période révolutionnaire, il n'existe plus de syndicats 'apolitiques' ou 'neutres', qui se contenteraient d'actions économiques en faveur de leurs adhérents.

---

[65] Zoubatov était un agent provocateur du tsarisme qui avait suscité des syndicats en vue de pousser les ouvriers à des affrontements avec des patrons privés au lieu d'affronter l'État. Cette tentative de l'Okhrana – en 1901 d'encadrer les ouvriers fit long feu; en 1903, l'association « zubatoviste » disparut.

[66] Lénine, *La Maladie infantile du communisme*, Éditions de Pékin, p. 45-46. Cette tactique d'« entrisme » dans les syndicats a été et reste encore largement suivie par les courants trotskystes.

[67] Sur la répression exercée par les syndicats allemands, avec les corps francs en janvier 1919, cf. *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, Internationaler Arbeiter Verlag, 1929, p. 278. Le fonctionnaire social-démocrate Baumeister, fonctionnaire syndical, et le rédacteur du *Vorwärts* Erich Kuttner (1887-1942) formèrent le régiment Reichstag, composé de social-démocrates, qui participa avec les corps francs de Noske à l'écrasement sanglant des ouvriers révolutionnaires.

« Chaque syndicat, même chaque groupement ouvrier, joue un rôle de parti politique pour ou contre la révolution. » À la différence de la Gauche italienne qui préconisait le « front unique syndical », en rejetant le « front unique politique », la Gauche hollandaise refusait tout « frontisme ».

Les syndicats, « organisations naturelles pour l'unification du prolétariat » à l'origine, se sont transformés progressivement en organisations anti-ouvrières. Leur bureaucratisation, où l'appareil des fonctionnaires domine les ouvriers, correspond à une quasi-fusion avec l'État. Les syndicats se comportent comme l'État capitaliste en brisant par leur « loi » (règlements, statuts) et par la force toute révolte contre leur 'ordre' :

> *Les syndicats ressemblent également à l'État et à sa bureaucratie en ceci que, malgré un régime démocratique, les syndiqués n'ont aucun moyen d'imposer leur volonté aux dirigeants; un ingénieux système de règlements et de statuts étouffe en effet la moindre révolte avant qu'elle puisse menacer les hautes sphères.*

Au même titre que l'État capitaliste, les syndicats ne sont pas à conquérir mais à détruire. Toute idée de reconquérir les syndicats et de les transformer en organes communistes' ne peut être que la pire illusion réformiste – Gorter compare à plusieurs reprises Lénine à Bernstein. Former une opposition dans les syndicats – dans la tactique de Lénine – qui soit communiste est un non-sens, car « la bureaucratie sait parfaitement s'y prendre pour juguler une opposition avant que celle-ci ne la menace vraiment ». Dans l'hypothèse absurde où l'opposition s'emparerait de la direction en chassant les 'mauvais' chefs, elle se conduirait exactement comme ces derniers

> *Remplacez, dans les vieux syndicats, une bureaucratie constituée par un personnel nouveau et, en peu de temps, vous verrez que celui-ci aussi acquerra le même caractère qui l'élèvera, l'éloignera, le détachera de la masse. 99 pour 100 d'entre eux deviendront des tyrans, au côté de la bourgeoisie.* [68]

Ce n'est donc pas le contenu de l'organisation syndicale qui est mauvais ('mauvais' chefs et 'aristocratie ouvrière' dans la conception de Lénine), mais la forme d'organisation, laquelle « réduit les masses à l'impuissance La révolution n est donc pas une; question d'injection d'un contenu nouveau, révolutionnaire dans les anciennes formes d'organisation du prolétariat. Il n'y a pas, dans la conception de la

[68] Gallacher (1881-1965), au IIe Congrès de l'I.C., illustra de son expérience d'ouvrier la vacuité de la tactique 'entriste' dans les vieux syndicats : « *Nous avons travaillé dans les syndicats britanniques pendant 25 ans sans les avoir révolutionnés de l'intérieur. Chaque fois que nous avons réussi à faire d'un de nos camarades un dirigeant syndical, il s'avéra que, au lieu qu'il y ait un changement de tactique, le syndicat a corrompu notre camarade ... Il est aussi insensé de parler de conquérir les syndicats qu'il l'est de parler de conquérir l'État capitaliste.* » (*Der Zweite Kongress der Kommunistischen Internationale*, Hambourg, 1921, p. 627-629.) Gallacher par la suite renia ses anciennes positions révolutionnaires; il fut élu député pour le rester jusqu'en 1939.

Gauche communiste, de forme séparée de son contenu révolutionnaire. La forme n'est pas indifférente [69]. Dans ce sens, la révolution est aussi une question de forme d'organisation, au même titre qu'elle est une question du développement de la conscience de classe, son contenu.

Cette forme ne peut être que les conseils ouvriers en période révolutionnaire, ou plus exactement les organisations d'usine. Celles-ci sont un dépassement du corporatisme des vieux syndicats de métier et la seule forme de l'unité de la classe ouvrière. Leurs hommes de confiance, contrairement aux syndicats, sont révocables à tout moment. La Gauche hollandaise, sur ce point ne fait que reprendre à son compte l'exemple russe, où les conseils d'usine et non les syndicats ont réalisé la révolution. Cependant, certaines affirmations de la Gauche hollandaise laissent planer des ambiguïtés et montrent un manque de cohérence :

• tout en prêchant la destruction des syndicats, elle affirmait que les conseils fourniraient « les bases de nouveaux syndicats »;

• elle confond les *Unionen* allemandes avec les conseils d'usine, formés au sein des conseils ouvriers; les unions étaient d'ailleurs des organisations de type politique, reconnaissant la nécessité de la révolution et de la dictature du prolétariat sous la forme des conseils ouvriers.

• elle restait «ouvriériste» et préconisait une forme d'usinisme où l'usine était au centre de toute la vie sociale : *» la révolution en occident ne peut être organisée que sur la base d'usines et dans les usines »;* la formation d'organismes territoriaux dépassant le cadre de l'usine n'est pas abordée.

Sur ces questions, la Gauche hollandaise n'allait pas à la racine du problème syndical, et donc du problème de la formation des conseils ouvriers. Il s'agissait de voir si le « déclin du capitalisme » proclamé par la IIIe Internationale entraînait l'impossibilité de réformes durables ; celles obtenues naguère au XIXe siècle par les syndicats réformistes, étaient-elles possibles depuis la guerre ? Des organismes ouvriers purement économiques et revendicatifs pouvaient se vider de leurs objectifs de classe, sous la pression de l'État, et être amenés à la collaboration de classe. Ou, dans le meilleur des cas, disparaître, comme pour les *Unionen*. Le problème essentiel était de voir si réellement des organismes permanents de type revendicatif étaient encore possibles. C'est en fait beaucoup plus tard que la Gauche germano-hollandais trancha dans le sens du rejet de tout organisme économique permanent.

---

[69] C'est ce qu'affirmait par contre la revue « bordiguiste » *Programme communiste* n° 56, 1972 (« Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes »). Pour les 'bordiguistes' : « ...le marxisme ne théorise jamais une forme d'organisation comme étant 'la forme révolutionnaire qui servira, par nature, à l'insurrection et à la conquête du pouvoir. En 1871 ce fut la Commune; en 1917, ce furent les soviets; en Italie, les Bourses du travail auraient pu le devenir. »

4. ECONOMIE POLITIQUE OU POLITIQUE ECONOMIQUE DE LA REVOLUTION?

En rejetant comme négatives les leçons politiques de la Révolution russe et allemande, en rejetant finalement la nécessité d'une organisation politique – par hantise du substitutionnisme –, les communistes des conseils hollandais voyaient dans la révolution du futur une question d'abord économique. Les conseils apparaissaient plus comme des organismes économiques de gestion que comme des organes de décision et de contrôle politiques sur l'économique.

Les voies de la révolution prolétarienne : des comités de lutte aux conseils ouvriers

La révolution prolétarienne s'instaurerait par la formation des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat. Mais il s'agissait du stade ultime d'un processus long et contradictoire passant par l'éclatement de grèves économiques. Celles-ci étaient nécessairement des «grèves sauvages» antisyndicales. Cette position, toujours développée et répétée depuis sa naissance par le GIC, ne s'écartait guère de celle de la Gauche communiste italienne des années trente[70]. Comme cette dernière, mais de façon beaucoup plus hardie, le GIC donnait une importance à la généralisation de la lutte économique sous forme de grèves de masse. Mais, à la différence des 'bordiguistes' italiens et belges, il insistait particulièrement sur l'auto-organisation des grèves sauvages. Cette auto-organisation passait nécessairement par la formation de «comités de lutte» *(strijdcomités)* élus et révocables par l'ensemble des ouvriers en lutte[71]. Ceux-ci, à l'exemple de l'Allemagne pendant et après la Première Guerre mondiale, élisaient des «hommes de confiance» directement responsables devant les assemblées générales de grévistes. Tous les ouvriers, quelle que soit leur appartenance politique et syndicale, pouvaient et devaient faire partie de ces «comités de lutte», afin de réaliser une véritable «unité de classe». De tels comités, à moins de trahir leur fonction unitaire en se transformant en nouveaux syndicats, étaient non permanents : ils surgissaient et disparaissaient avec la lutte elle-même. C'est seulement en période révolutionnaire, que pouvaient naître et se développer de véritables organisations permanentes, unitaires car regroupant tout le prolétariat': les conseils ouvriers. Ces conseils, cependant, en dépit de leur formation spontanée, ne surgissaient pas du néant, par génération spontanée. Les «précurseurs» de l'auto-organisation unitaire, préparant «l'organisation de classe» naissaient forcément avant le déclenchement de la lutte de masses. Ces organisations en quelque sorte 'embryons' des conseils n'étaient autre que les «noyaux de propagande», formés d'ouvriers combatifs s'organisant et faisant de l'agitation en vue des prochaines luttes massives. Mais en aucun cas, de tels «noyaux de propagande» ne pouvaient

[70] Ph. Bourrinet, *La Gauche communiste italienne*, mémoire de maîtrise, Paris-I, 1980, p.132-136. Ce livre est sur le site Internet suivant : http://www.left-dis.nl (français, anglais et espagnol).
[71] *P.I .C.* n°s 1 et 4, février et juin 1938.

s'auto-proclamer organisation unitaire : «...le noyau de propagande n'est pas lui-même l'organisation de classe» [72]

De tels noyaux de propagande, à l'évidence, formaient des «groupes ouvriers» sans véritable orientation politique, mais défendant une opinion dans la lutte de classe. Mais, dans la pratique, le GIC semblait confondre les «groupes d'opinion», qui constituaient les groupes de travail dans la théorie des Hollandais, avec ces groupes ouvriers. Il s'ensuivait ainsi une confusion troublante entre organisations d'ouvriers et organisations révolutionnaires.

Pour lever cette contradiction de sa théorie «antisubstitutionniste», le GIC déniait aux «groupes d'opinion» comme aux «noyaux de propagande» un rôle politique dans les luttes économiques ouvrières. Pour Pannekoek, il était inutile que ces groupes mènent une lutte politique pour orienter les grèves et les manifestations d'ouvriers, contre les autres groupes ou partis, même si ceux-ci agissaient de l'intérieur, dans l'usine, contre l'auto-organisation ouvrière. Pour lui, il s'agissait d'éviter de briser «l'unité de classe» par des affrontements politiques inutiles :

> *Le communisme des conseils considère tous les ouvriers comme une unité de classe, par-delà les démarcations d'organisations. Il n'entre pas en concurrence avec ces organisations... Le communisme de conseils ne dit pas aux ouvriers membres de partis et organisations : quittez-les et venez à moi.* [73]

Cette vision antipolitique, où l'organisation communiste de conseils était rigoureusement séparée de la lutte des ouvriers, avait des conséquences pratiques. Par exemple, dans la lutte des chômeurs aux Pays-Bas, où intervenait le GIC, celui-ci donnait comme mot d'ordre, lorsque se formaient des comités de chômeurs (Comités de lutte) : «en dehors de tous syndicats et de tout parti politique». [74]

En période révolutionnaire, pour le «conseillisme» hollandais, il en serait de même. Les conseils ouvriers se formeraient en rejetant toute action de partis révolutionnaires en leur sein, de façon à pouvoir réaliser leurs tâches économiques de transformation de la société. Il y aurait une séparation radicale entre d'un côté les groupes révolutionnaires «formant une organisation indépendante des ouvriers révolutionnaires dans des groupes de travail travaillant librement» (Canne-Meijer, *op. cit.*) et l'organisation «indépendante des masses ouvrières dans les conseils ouvriers» (idem). [75] L'action des groupes révolutionnaires se limiterait à favoriser les tâches économiques des conseils ouvriers.

---

[72] *P.I.C.* n° 4, juin 1938, «De strijdcomités der wilde stakingen».
[73] *P.I.C.* n° 2, février 1936, „Praktisch werk".
[74] *P.I.C.* n° 2, février 1932, «De stempelstaking, de Centrale Advies Commissie en de Communisten ».
[75] Henk Canne-Meijer, *Vers un nouveau mouvement ouvrier.* Texte original allemand in Räte-Korrespondenz n° 8/9, Amsterdam, 1935, «Das Werden einer neuen Arbeiterbewegung».

La transformation de l'économie, du capitalisme au communisme. Les Grundprinzipien

La question de la période de transition – après la prise du pouvoir par les conseils ouvriers – vers le communisme fut toujours abordée par les communistes de conseils allemands, puis hollandais sous un angle strictement économique. La dégénérescence de la Révolution russe et l'évolution de la Russie soviétique vers le capitalisme d'État montraient, selon le GIC, la faillite du «politique». Le facteur économique, la gestion de la nouvelle société par les conseils, avait été minimisé. La tradition du «politique», où la «dictature du prolétariat» était conçue comme d'abord une dictature politique sur l'ensemble de la société, avait relégué au second plan les tâches économiques du prolétariat. Cette idée était exprimée avec une particulière netteté par Pannekoek :

> *La tradition signifie domination de l'économie par le politique... Ce que les ouvriers ont à conduire est la domination du politique par l'économie.* [76]

Cette vision était exactement l'inverse de groupes révolutionnaires des années trente, telle la Gauche communiste italienne, qui avait ouvert toute une discussion théorique sur la période de transition [77].

On ne trouvera pas chez le GIC – à la différence des Gauches communistes italienne et allemande [78] –, de réflexions théoriques sur la question de l'État dans la période de transition. Les rapports entre le nouvel État de la période de transition, les partis révolutionnaires, et les conseils ouvriers ne sont jamais abordés, malgré l'expérience russe. On ne trouvera, rien, non plus, sur les rapports entre une Internationale révolutionnaire et l'État – ou les États – dans les pays où le prolétariat se serait emparé du pouvoir politique. Enfin, les questions complexes de la «violence du prolétariat» [79] et de la guerre civile en période révolutionnaire ne

---

[76] « De Arbeidersklasse en de Revolutie », in *Radencommunisme* n° 4, mars-avril 1940.

[77] Les textes de *Bilan* sur la période de transition ont été en partie traduits en italien : *Rivoluzione e reazione (lo stato tardo-capitalistico nell'analisi della Sinistra comunista),* Università degli studi di Messina, Milano, Dott. A. Giuffrè editore, 1983. Introduction de Dino Erba et Arturo Peregalli.

[78] La question de l'État dans la période de transition a surtout été abordée par la tendance d'Essen du KAPD en 1927. Les conseils ouvriers sont assimilés à l'État «prolétarien» (Cf. *KAZ* (Essen), n° 1 à 11, 1927). Dans la tendance de Berlin, comme contribution unique à la discussion, fut publié un texte de Appel (Max Hempel) critiquant le «communisme d'État de Lénine», *Proletarier*, n° 45, mai 1927, «Marx-Engels und Lenin über die Rolle des Staates in der proletarischen Revolution». Ce texte n'engageait pas la rédaction de la revue théorique du KAPD de Berlin.

[79] Seul Pannekoek étudie la question de la violence dans la révolution, autant pour s'opposer au principe de 'non-violence' des anarchistes que pour souligner le rôle fondamental de la conscience dans la révolution : «*...la non-violence elle-même ne peut être une conception du prolétariat. Le prolétariat utilisera la violence en son temps pour autant qu'elle sera utile et nécessaire. La violence des ouvriers jouera à certains moments un rôle déterminé, mais la force principale du prolétariat se trouve dans la maîtrise de la production ... La classe ouvrière doit utiliser toutes les méthodes de luttes qui sont utilisables et efficaces, selon les*

sont jamais posées. Pour le GIC, il semble qu'il n'y ait pas de problème de l'existence d'un État – ou demi-État – dans une période de transition vers le communisme. Son existence même, sa caractérisation (État «prolétarien» ou «fléau» dont hérite le prolétariat) ne sont jamais posées. Cette problématique est totalement absente.

Le texte principal du GIC sur la période de transition, les «Principes fondamentaux de la production et de la répartition communiste», n'aborde que les problèmes économiques de cette période.

Le point de départ du GIC est que l'échec de la Révolution russe et l'évolution vers le capitalisme d'État ne pouvaient s'expliquer que par une méconnaissance sinon une négation de la nécessité de transformer économiquement la nouvelle société, commune à l'ensemble du mouvement ouvrier. Mais, de façon paradoxale, le GIC reconnaissait le rôle fondamental de l'expérience russe, la seule permettant de faire progresser la théorie marxiste :

> *La Russie a essayé en ce qui concerne l'industrie d'édifier la vie économique selon des principes communistes ... et a en cela complètement échoué... C'est à l'école de la pratique de la Révolution russe que nous sommes redevables de pouvoir progresser, car elle nous a permis de constater ce que signifiait le droit de disposer d'un appareil de production, lorsqu'il est entre les mains d'une direction centrale.* [80]

Pour les communistes de conseils hollandais, la «dictature du prolétariat» se traduira immédiatement par «l'association de producteurs libres et égaux». Les ouvriers, organisés en conseils dans les usines, devaient s'emparer de l'ensemble de l'appareil de production et le faire fonctionner pour leurs besoins propres, en tant que consommateurs, et sans passer par une instance centrale, de type étatique, dont la finalité était la perpétuation de la société d'exploitation et d'inégalité. On éviterait ainsi que le «communisme d'État» mis en place dans la période de communisme de guerre, de 1918 à 1920, se transforme inévitablement en capitalisme d'État dont les besoins de production priment sur ceux des producteurs-consommateurs ouvriers. Dans la nouvelle société, dominée par le pouvoir des conseils et non par l'État d'un parti centralisé, le salariat – source de toute inégalité et de toute exploitation de la force de travail – sera aboli.

Finalement, pour le GIC, les problèmes de la période de transition étaient très simples : il s'agissait avant toute chose que les producteurs contrôlent et

---

circonstances. Et dans toutes ces formes de lutte viendra au premier plan sa force intérieure, morale.» (Pannekoek (anonyme), *P.I.C.* n° 2, février 1936, «Geweld en geweldloosheid ».

[80] *Grundprinzipien kommunisticher Produktion und Verteilung*, 1930; reprint (avec introduction de Paul Mattick), Rüdiger Blankertz Verlag, Berlin, 1970 L'édition hollandaise, qui comporte de nombreux ajouts, a été rééditée en 1972, car «Uitgeverij De Vlam» (éditions du Spartacusbond) avec une introduction du Spartacusbond. Les citations sont extraites – sauf exception mentionnée – de l'édition allemande, pages 11, 23, 34, 40.

répartissent le produit social, de façon égalitaire pour chacun d'eux et par une autorité exercée de «bas en haut». La question essentielle de la période de transition, depuis 1917, n'était pas politique, sous la forme de l'extension de la révolution prolétarienne à l'ensemble du monde, mais économique, sous la forme d'une augmentation de la consommation ouvrière, immédiatement et égalitairement organisée par les conseils d'usine. Le seul véritable problème de la période de transition serait, selon le GIC, le rapport entre les producteurs et leurs produits :

> *Le prolétariat souligne le caractère fondamental du rapport du producteur à son produit. C'est cela et seulement cela qui est le problème central de la révolution prolétarienne.*

Mais comment arriver à une répartition «égalitaire» du produit social ? Celle-ci, évidemment, ne pouvait découler de simples mesures d'ordre juridique : nationalisation, «socialisation», autant de formes d'étatisation de la propriété privée. La solution, selon le GIC, se trouvait dans le calcul du coût de production en temps de travail des entreprises par rapport à la quantité des biens sociaux créée. Bien entendu, selon la productivité respective des entreprises, pour un même produit les quantités de travail nécessaires à sa fabrication étaient inégales. Il suffisait donc, pour résoudre ce problème, de calculer le temps social moyen de production de chaque produit. La quantité de travail des entreprises les plus productives, dépassant la moyenne sociale, serait versée à un Fonds commun; celui-ci se chargerait de remettre «à niveau» les entreprises les moins productives. Il servirait simultanément à introduire le progrès technologique nécessaire au développement de la productivité des entreprises d'une branche donnée, de façon à diminuer le temps moyen de production.

L'organisation de la consommation reposait sur le même principe de comptabilité. La comptabilité sociale générale, grâce à la documentation statistique, établie par les producteurs-consommateurs organisés en conseils et en coopératives, calcule les facteurs de consommation. Après diverses défalcations – remplacement de l'appareil de production vieilli, améliorations techniques, fonds social de sécurité pour les inaptes au travail, les catastrophes naturelles, etc. – il y aurait une distribution égale des réserves sociales de consommation pour chaque consommateur. Aux conditions égales de production, assurées par le calcul du temps de travail social moyen, correspondraient des conditions généralement égales pour tous les consommateurs individuels. Grâce à ce système de comptabilité sociale, il serait mis fin à la loi de la valeur les produits ne circuleraient plus sur la base de leur valeur d'échanger avec comme étalon universel : l'argent. D'autre part, avec l'édification d'un centre comptable et statistique 'neutre', non détaché des conseils, indépendant de tout groupe de personnes ou de toute instance de caractère central, la nouvelle société échapperait au danger de la formation d'une bureaucratie parasitaire, s'appropriant une partie du produit social.

Les *Grundprinzipien* des communistes de conseils hollandais avaient le mérite de souligner l'importance des problèmes économiques dans une période de transition entre le capitalisme et le communisme, mérite d'autant plus grand qu'ils avaient été peu abordés dans le mouvement marxiste. Sans augmentation réelle et continue de la consommation ouvrière, la dictature du prolétariat n'avait aucun sens et la réalisation du communisme devenait un vœu pieux.

Mais le texte du GIC souffrait d'un certain nombre de faiblesses, qui n'échappèrent pas à d'autres groupes révolutionnaires[81].

Les *Grundprinzipien* n'abordaient en fait que la phase évoluée du communisme où l'administration des hommes cédait la place à «l'administration des choses», selon le principe «à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses possibilités» (Marx). Le GIC concevait comme immédiatement possible, dès la prise du pouvoir par les conseils ouvriers, dans un pays donné, l'édification du communisme sous sa forme évoluée. Il partait d'une situation idéale, où le prolétariat victorieux s'emparait de l'appareil productif de pays hautement développés et n'ayant pas enduré les affres de la guerre civile (destructions, part considérable de la production consacrée à des besoins militaires); où, d'autre part, aucun problème paysan ne se posait, comme frein à la socialisation de la production, puisque, selon le GIC, la production agricole était déjà complètement industrielle et socialisée[82]. Finalement, ni l'isolement d'une ou de plusieurs révolutions prolétariennes, ni l'archaïsme de la petite production agricole ne constituaient d'obstacle majeur pour instaurer le communisme :

> *Ni l'absence de révolution mondiale ni l'inadaptation de l'entreprise agricole rurale individuelle à la gestion étatique ne peuvent être tenus pour responsables de l'échec (de la Révolution russe)... [dans le domaine économique].* [83]

Ainsi, le GIC s'éloignait de la vision de Marx de la période de transition, qui distinguait deux phases : une phase inférieure, celle du socialisme, où «l'administration des hommes» détermine une politique économique prolétarienne, dans une société dominée encore par la pénurie, une phase supérieure, celle du communisme, où la société sans classes et sans loi de la valeur se traduit par un libre développement des forces productives dans un cadre mondial, débarrassé des entraves nationales. Mais même pour la phase inférieure de la période de transition, dominée encore par la loi de la valeur et l'existence de classes tirant en arrière, le

---

[81] Une critique du texte du GIC a été faite dans *Bilan*, du n° 31 au n° 38, en 1936, par Mitchell (de son vrai nom Guillaume van den Hoven), membre de la Ligue des communistes internationalistes (LCI) belge. Adhémar Hennaut, pour la LCI, avait fait un résumé des *Grundprinzipien*, dans *Bilan* (n°s 19, 20, et 21).

[82] Cette thèse avait été exposée en 1933, par le GIC, dans sa brochure : *Ontwikkelingslijnen in de landbouw*, p. 1-48. Ce texte semble avoir été écrit par B.A. Sijes.

[83] *Grondbeginselen der communistische productie en distributie*, 1935; reprint « De Vlam », éditions du Spartacusbond, Amsterdam, 1970, p. 10.

marxisme soulignait que la condition de toute transformation économique dans un sens socialiste se trouvait dans le triomphe de la révolution mondiale. Le début de toute transformation économique réelle de la nouvelle société, encore divisée en classes, se traduisait en premier 'lieu. par l'affirmation politique du prolétariat face aux autres classes.

- la vision «économiste» du GIC s'expliquait par une méconnaissance du problème de l'existence d'un État – «demi-État» – dans la période de dictature du prolétariat, au début de la phase transitoire. Ce demi-État constituait un danger pour le pouvoir prolétarien ; celui du regroupement des couches non prolétariennes et des classes possédantes dépossédées derrière lui. Dans la théorie marxiste, il était un facteur de conservation sociale, «une force issue de la société, mais se tenant au-dessus d'elle et s'en éloignant de plus en plus» (Engels, *L'origine de la famille, de la propriété et de l'État*).[84]

La théorie du GIC de la période de transition pouvait apparaître bien proche de la théorie anarchiste, niant l'existence d'un État et donc d'une lutte politique pour la domination de la société nouvelle. Le rôle finalement technique accordé par le GIC aux ouvriers, chargés de la comptabilité du temps de travail social moyen de la production, était une négation implicite de leur rôle politique.

Comme dans la théorie anarchiste, le GIC donnait une forme automatique et quasiment naturelle à l'édification d'une société communiste. Celle-ci n'était pas l'aboutissement d'un long processus contradictoire de lutte de classe pour la domination du demi-État, contre les forces sociales conservatrices, mais le fruit d'un développement linéaire et harmonieux, quasiment mathématique. L'harmonie mathématique de la comptabilité du temps de travail était la garante de l'harmonie de la société communiste, Cette vision n'était pas sans rappeler celle des utopistes du XIXe siècle, en particulier «l'harmonie universelle» de Fourier [85].

- l'ultime faiblesse des *Grundprinzipien* apparaissait dans la comptabilité même du temps de travail, y compris dans une société communiste développée, ne souffrant plus de la pénurie. Économiquement, ce système pouvait réintroduire la loi de valeur, en donnant une valeur comptable et non pas sociale au temps de travail nécessaire à la production. Le GIC s'opposait

[84] Un résumé et une étude des différentes thèses sur la période de transition, dans les gauches de la IIIe Internationale, se trouvent dans la thèse de 3e cycle de Jean Sié, *Sur la période de transition au socialisme: les positions des gauches de la IIIe internationale*, Toulouse, 1985; éditée par Comsopolis, Leiden, 1986.

[85] Ce retour à l'utopie se retrouve chez Rühle, qui écrivit en 1939 une étude sur les mouvements utopistes : *Mut zur Utopie*! La publication en a été faite en 1971 par Rohwohlt, Hambourg : Otto Rühle, *Baupläne für eine neue Gesellschaft*.

ainsi à Marx pour qui l'étalon de mesure dans la société communiste n'était pas le temps de travail mais le temps disponible [86], celui du loisir disponible.

En second lieu, l'existence d'un centre comptable 'neutre', car technique n'offrait pas de garanties suffisantes pour l'édification du communisme. Ce 'centre' pourrait n'avoir d'autre finalité que la sienne par l'accumulation des heures de travail social, en rognant sur les besoins en consommation et temps disponible des producteurs-consommateurs et s'autonomiser de plus en plus par rapport à la société. « À la base », s'il venait que les producteurs se désintéressent de plus en plus du contrôle de ce 'centre' et de l'organisation sociale en général, il pourrait y avoir inévitablement un transfert des fonctions remplies par les organes dirigeants des «producteurs» à des instances «techniques» s'autonomisant de plus en plus. La négation de ces dangers potentiels par le GIC n'était pas sans conséquence. Les internationalistes hollandais en arrivaient à rejeter toute possibilité de lutte, même sous le communisme, des producteurs pour l'amélioration de leurs conditions de travail et d'existence le GIC refusait d'envisager la possibilité d'une société où la lutte «pour de meilleures conditions de travail ne cesse pas», où «la répartition du produit social reste une répartition antagonique» et où «enfin la lutte pour la répartition des produits continue». N'était-ce pas réintroduire l'idée que les producteurs-consommateurs ne sauraient lutter contre eux-mêmes, y compris leur 'centre comptable'?

En fait pour le GIC, le communisme apparaissait comme une égalité absolue entre tous les producteurs. celle-ci se réalisait dès le début de la période de transition[87]. Dans la période communiste, il n'existait plus aucune inégalité naturelle (physique, psychique) dans la production et la consommation. Mais une société communiste ne pouvait-elle se définir comme la constatation d'une «égalité réelle dans une inégalité naturelle»[88].

---

[86] « *Le temps de travail s'alignera, d'une part, sur les besoins de l'individu social, tandis qu'on assistera, d'autre part, à un tel accroissement de forces productives que les loisirs augmenteront pour chacun, alors que la production sera calculée en vue de la richesse de tous. La vraie richesse étant la pleine puissance productive de tous les individus, l'étalon de mesure en sera non pas le temps de travail, mais le temps disponible. Adopter le temps de travail comme étalon de la richesse, c'est fonder celle-ci sur la pauvreté; c'est vouloir que le loisir n'existe que dans et par l'opposition au temps de travail, c'est réduire le temps tout entier au seul temps de travail...* » (Marx, *Grundrisse*, Gallimard, coll. La Pléiade, tome 2, p. 308.

[87] La plupart des Gauches communistes soulignaient au contraire que l'égalité dans la répartition des produits de consommation était Impossible au tout début de la période de transition. Surtout, dans une période de guerre civile, où le nouveau pouvoir des conseils devait compter sur l'existence de spécialistes, dont il avait un besoin impérieux.

[88] *Bilan* n° 35, sept.-oct. 1936, «Problèmes de la période de transition», par Mitchell (Van den Hoven).

Pannekoek et la transformation économique de la nouvelle société

Pannekoek, à qui Canne-Meijer avait demandé une préface au livre de Jan Appel, en 1930[89], était très méfiant à l'idée d'écrire un livre consacré aux transformations économiques de la période de transition. S'estimant «trop peu familier avec ces questions», il lui sembla dans un premier plan «utopiste» d'établir un schéma de plan «irréel». Puis, après avoir pris connaissance des *Grundprinzipien*, il lui sembla que « cela gagnait à être connu » [90].

En fait, la position de Pannekoek sur ces questions s'exprima, près de 15 ans après dans son livre *Les Conseils ouvriers* (1946). Elle ne s'éloigne pas sensiblement des conclusions théoriques des *Grundprinzipien*, mais reste plus nuancée, plus en prise avec la réalité historique.

Comme les *Grundprinzipien*, Pannekoek estimait juste le système de comptabilisation des heures de travail : «...dans le nouveau système de production, la donnée fondamentale c'est le nombre d'heures de travail, qu'il soit exprimé en unités monétaires, dans les premiers temps, ou sous forme réelle.» [91] Comme le GIC, Pannekoek a tendance à réduire les problèmes économiques de la période de transition à une question technique et statistique :

> *La comptabilité générale, qui concerne et englobe les administrations des différentes entreprises, les réunira toutes en un tableau de processus économique de la société... L'organisation sociale de la production a pour base une bonne gestion au moyen de statistiques et de données comptables ... Le processus de production est exposé à la vue de tous sous la forme d'une image numérique simple et intelligible.*

Cette conception gestionnaire, déterminée par une réalité statistique et non sociale, entraîne une organisation administrative de la nouvelle société, une pure «administration des choses» sous forme de bureaux comptables : «Une fois que la production a été organisée, l'administration devient la tâche, relativement simple d'un réseau de bureaux comptables, liés entre eux.»

Comme le GIC, Pannekoek ne prend en compte que la «phase supérieure du communisme». Les conseils ouvriers, « l'organisation de la démocratie réelle », celle

---

[89] Dans une interview du 11 juin 1978 – avec Fred Ortmans et Piet Roberts, sur cassettes – Jan Appel mentionne une discussion avec Gorter, à la Pentecôte 1927, sur les «Grundprinzipien», en présence de Piet Coerman et Jordens. Gorter était en désaccord avec Appel et approuvait la vision centraliste d'État exprimée par Lénine dans *L'État et la Révolution* : une production organisée comme les chemins de fer allemands.

[90] Pannekoek, *Herinneringen uit de arbeidersbeweging*, 1944. Édition préparée par B.A. Sijes, Van Gennep, Amsterdam, 1982, p. 215.

[91] Pannekoek, *Les conseils ouvriers*, Bélibaste, Paris, 1974. Édition préparée par un collectif du groupe *Informations et Correspondance Ouvrières* (ICO), qui publiait la revue du même nom. Les citations sont extraites respectivement des pages 78, 84-87, 125-126.

des travailleurs, n'ont un rôle de décision qu'au niveau de la production, mais au niveau politique ils n'en ont point. Les conseils, parce que « la politique elle-même disparaît », ne remplissent aucune fonction de pouvoir gouvernementale. Il n'y a pas de «gouvernement des conseils», comme cela était le mot d'ordre dans la période révolutionnaire 1917-1921 :

> *Les conseils ne sont pas un gouvernement; même les conseils les plus centralisés n'ont pas un caractère gouvernemental, car ils n'ont aucun moyen d'imposer leur volonté aux masses; ils n'ont pas d'organes de pouvoir. » L'aspect «maintien de l'ordre social» et «violence de classe», typique de toute structure étatique, ne pourra pas être aux mains d'un pouvoir central politique, mais d'un pouvoir social décentralisé : « Tout le pouvoir social appartient aux travailleurs eux-mêmes ». Partout où l'exercice du pouvoir est nécessaire – contre des troubles ou des attaques à l'ordre existant – il émane des collectivités ouvrières dans les ateliers et reste sous leur contrôle.*

Cette affirmation d'un «pouvoir social», des collectivités extinction ouvrières» par Pannekoek montre que la question de l'État et des classes sociales – analysée par Marx et Engels n'est pas abordée dans les «Conseils ouvriers». Il semble, en fait, que Pannekoek envisageait l'existence d'un demi-État dans la phase «supérieure» du communisme, exerçant encore une forme de violence. S'il existe encore des «collectivités ouvrières» donc des classes – et non une société sans classe de producteurs, n'est-ce pas «l'aveu» que l'État subsiste encore ? Bien que ce pouvoir d'État, appelé «social», soit déplacé des conseils aux collectivités, pour être décentralisé, n'y a-t-il pas là aussi l'aveu de l'existence d'un pouvoir politique de classe ? À ces questions, nulle réponse de Pannekoek. Il semblerait plutôt que ce dernier ramenait les problèmes d'une véritable société communiste, «sans classes et sans État», à ceux de la période de transition elle-même, dans la phase «inférieure» du communisme.

Les Conseils ouvriers critiquent implicitement les *Grundprinzipien* sur deux points essentiels :

- les débuts de la période de transition du capitalisme au communisme seront marqués par la pénurie, étant donné la nécessité d'une reconstruction sur les ruines fumantes d'une économie ruinée soit par la guerre civile soit par la crise économique mondiale, ou les deux à la fois (Pannekoek ne donne pas de précisions là dessus) ; il s'agira encore d'une économie de guerre et de pénurie, où la justice dans la répartition des biens de consommation sera fondée non sur une juste comptabilité des heures de travail mais sur le principe contraignent – mais «moral» – de l'obligation de chacun à travailler pour la communauté :

> *Au début de la période de transition, alors qu'il faut relever une économie ruinée, le problème essentiel consiste à mettre en place l'appareil de production et assurer*

l'existence immédiate de la population, Il est très possible que dans ces conditions on continue à répartir uniformément les denrées alimentaires, comme on le fait toujours en temps de guerre ou de famine. mais il est plus probable qu'en cette phase de reconstruction, où toutes les forces disponibles doivent s'employer à fond et où, qui plus est, les nouveaux principes moraux du travail commun ne prennent forme que d'une manière graduelle, le droit à la consommation soit lié à l'accomplissement d'un travail quelconque. Le vieux diction populaire « qui ne travaille pas ne mange pas » exprime un sentiment instinctif de la justice.

- la comptabilité de la quantité d'heures de travail fournies par chaque travailleur n'impliquera pas une consommation individuelle de chacun en fonction de son nombre d'heures de travail produites. La répartition des biens de consommation n'est pas un principe individuel égalitaire mais un principe encore inégalitaire. La consommation est un procès social global, éliminant le rapport direct du producteur à son produit. Il s'agit ici d'une critique implicite du GIC :

  ... Cela ne signifie pas que la totalité de la production sera dorénavant répartie entre les producteurs, au prorata du nombre d'heures de travail fourni par chacun d'eux, ou autrement dit, que tout ouvrier recevra sous forme de produits l'équivalent exact du temps qu'il a passé à travailler. En effet, une très grande partie du travail doit être consacrée à la propriété commune, doit servir à perfectionner et élargir l'appareil de production... En outre, il faudra allouer une partie du temps de travail global à des activités non productives, mais socialement nécessaires : l'administration générale, l'enseignement, les services de santé...

L'analyse de Pannekoek, à la lumière de ses brèves ébauches théoriques de la période de transition au communisme, apparaît beaucoup plus nourrie des expériences historiques concrètes (Révolution russe et communisme de guerre) et moins marquée par une forme d'utopisme «égalitariste» que l'analyse du GIC. Par son rejet d'un «droit égal» dans la répartition de la consommation, elle apparaît plus proche de celle de Marx, dans sa *Critique du programme de Gotha*. Celui-ci montrait, en effet, qu'une distribution égale basée sur le temps de travail amenait du même coup de nouvelles inégalités, puisque les producteurs différaient nécessairement les uns des autres par leur capacité de travail propre et leur état familial et physique.

Cependant, comme les *Grundprinzipien*, les *Conseils ouvriers* restent enfermés dans une problématique technique et comptable, nettement «économiste» – les questions complexes de l'État et de la domination politique de la société de transition par le prolétariat ne sont jamais posées. Sur le plan économique, la question décisive si l'abondance des biens de consommation sous le communisme rendrait inutile tout calcul du temps de travail individuel est purement ignorée. De façon tout aussi simple, les questions de la perpétuation des formes monétaires et de la productivité sociale sont carrément écartées.

Peut-être les manques du communisme de conseils dans le domaine de l'économie socialiste de transition tiennent-ils à la difficulté de concevoir une société fondée non plus sur la pénurie mais sur l'abondance ? Enfin, les rapports entre communisme et nature, la question cruciale de leur équilibre pour la perpétuation de l'espèce humaine ne pouvaient évidemment être posés à cette époque.

5. Le mouvement de la lutte de classe et les conseils ouvriers

La publication des *Conseils ouvriers* en janvier 1946 a été déterminante pour la clarification du mouvement communiste des conseils. Autour du groupe Communistenbond Spartacus (Union communiste Spartacus) s'était regroupés des militants issus du groupe de Sneevliet MLL Front et d'anciens du GIC comme Canne-Meijer, Jan Appel et B. A. Sijes. La lutte de classe était conçue chez eux plus comme un mouvement économique que comme un processus d'organisation croissante du prolétariat. Pannekoek qui, avait critiqué la vision exprimée dans les *Grundprinzipien*, donnait d'importants jalons de réflexion pour saisir la portée politique des conseils ouvriers, qu'on ne saurait réduire à des organes de gestion économique. Même si la base de la lutte de classe était économique, celle-ci se transformait nécessairement en une lutte politique pour le pouvoir de tous les travailleurs.

L'autogestion de la lutte

La vision de Pannekoek de la lutte de classe insistait d'avantage sur la nécessité d'une organisation générale de la classe que sur le processus de la lutte. Il affirmait, en effet, que « l'organisation est le principe vital de la classe ouvrière, la condition de son émancipation ». [92]. Cette nette affirmation montrait que la conception du communisme des conseils de cette période n'était pas celle de l'anarchisme. À la différence de ce courant, Pannekoek soulignait que la lutte de classe est moins une « action directe » qu'une prise de conscience des buts de la lutte, et que la conscience précède l'action :

> *Le développement spirituel est le facteur le plus important dans la prise du pouvoir par le prolétariat. La révolution prolétarienne n'est pas le produit d'une force brutale, physique; c'est une victoire de l'esprit ... au commencement était l'action. Mais l'action n'est rien de plus que le commencement... Toute inconscience, toute illusion sur l'essence, sur le but, sur la force de l'adversaire se traduit par le malheur et la défaite instaure un nouvel esclavage.* [93]

[92] *Les conseils ouvriers*, chapitre «l'Action directe ».
[93] *Les conseils ouvriers*, chapitre « Pensée et action ».

C'est cette conscience se développant dans la classe qui permettait l'éclatement spontané de grèves « sauvages » (illégales ou non officielles) par opposition aux grèves déclenchées par les syndicats en respectant les règlements et les lois ». La spontanéité n'est pas la négation de l'organisation; au contraire « l'organisation naît spontanément, immédiatement ».

Mais ni la conscience ni l'organisation de la lutte ne sont un but en soi. Elles expriment une praxis où conscience et organisation s'inscrivent dans un processus pratique d'extension de la lutte qui conduit à l'unification du prolétariat:

> *...la grève sauvage, tel le feu dans la prairie, gagne les autres entreprises et englobe des masses toujours plus importantes ... La première tâche à remplir, la plus importante, c'est faire de la propagande pour essayer détendre la grève.*

Cette idée d'extension de la grève sauvage était néanmoins en contradiction avec celle d'occupation des usines propagée par Pannekoek. Pannekoek, comme les militants du Bond, avaient été très marqués par le phénomène d'occupation d'usines dans les années 30. L'action d'occupation des entreprises était passée dans l'histoire sous le nom de « grève polonaise », depuis que les mineurs polonais en 1931 avaient été les premiers à appliquer cette tactique. Celle-ci s'était ensuite étendue en Roumanie et en Hongrie, puis en Belgique en 1935, et enfin en France en 1936.

À l'époque, la Gauche communiste italienne, autour de *Bilan*, tout en saluant ces explosions de lutte ouvrière[94], avait montré que ces occupations étaient un enfermement des ouvriers dans les usines, qui correspondait à un cours contre-révolutionnaire menant à la guerre. D'autre part, un cours révolutionnaire se traduisait essentiellement par un mouvement d'extension de la lutte culminant avec le surgissement des conseils ouvriers. L'apparition des conseils n'entraînait pas nécessairement un arrêt de la production et l'occupation des usines, Au contraire, dans la Révolution russe, les usines continuaient à fonctionner, sous le contrôle des conseils d'usine; le mouvement n'était pas une occupation d'usines mais la domination politique et économique de la production par les conseils sous la forme d'assemblées générales quotidiennes. C'est pourquoi, la transformation des usines du Nord de l'Italie en « forteresses » par les ouvriers en 1920, qui occupaient l'entreprise, traduisait un cours révolutionnaire déclinant.

Pour la Gauche communiste italienne, il était nécessaire que les ouvriers brisent les liens les rattachant à leur usine, pour créer une unité de classe dépassant le cadre étroit du lieu de travail. Sur cette question, Pannekoek et le Spartacusbond se rattachaient aux conceptions usinistes de Gramsci en 1920. Ils considéraient la lutte dans l'usine comme une fin en soi, étant donné que la tâche des ouvriers était la

[94] Cf. *La gauche communiste d'Italie*, chapitre 4.

gestion de l'appareil productif, comme première étape avant la conquête du pouvoir :

> *...dans les occupations d'usines se dessine cet avenir qui repose sur la conscience plus claire que les usines appartiennent aux ouvriers, qu'ensemble ils forment une unité harmonieuse et que la lutte pour la liberté sera menée jusqu'au bout dans et par les usines ... ici les travailleurs prennent conscience de leurs liens étroits avec l'usine... c'est un appareil productif qu'ils font marcher, un organe qui ne devient une partie vivante de la société que par leur travail.* [95]

À la différence de Pannekoek, le Bond avait tendance à passer sous silence les différentes phases de la lutte de classe, et à confondre lutte immédiate (grève sauvage) et lutte révolutionnaire (grève de masses donnant naissance aux conseils). Tout comité de grève – quelle que soit la période historique et la phase de la lutte de classe – était assimilé à un conseil ouvrier :

> *Le comité de grève comprend des délégués de diverses entreprises. On l'appelle alors «comité général de grève»; mais on peut l'appeler conseil ouvrier.* [96]

Au contraire, Pannekoek soulignait dans ses *Cinq Thèses sur la lutte de classe* (1946) que la grève sauvage ne devient révolutionnaire que dans la mesure où elle est «une lutte contre le pouvoir d'État»; dans ce cas *« les comités de grève doivent alors remplir des fonctions générales, politiques et sociales, c'est-à-dire remplir le rôle de conseils ouvriers ».* [97]

L'autogestion du nouveau pouvoir politique

Fidèle au marxisme, Pannekoek ne rejetait pas l'usage de la violence comme moyen de lutte contre l'État ni la notion de dictature du prolétariat. Mais celles-ci en aucun cas ne pouvaient être une fin en soi; elles étaient étroitement subordonnées au but communiste : l'émancipation du prolétariat rendu conscient par sa lutte. Son seul principe d'action était la démocratie ouvrière. La révolution par les conseils n'était pas « une force brutale et imbécile (qui) ne peut que détruire ». « *Les révolutions, au contraire, sont des constructions nouvelles résultant de nouvelles formes d'organisation et de pensée. Les révolutions sont des périodes constructives de l'évolution de l'humanité.* » C'est pourquoi « si l'action armée (jouait) aussi un grand rôle dans la lutte de classe », elle était au

---

[95] *Les conseils ouvriers*, chapitre 3: « L'occupation d'usine ».

[96] *Le nouveau monde*, brochure, s.l., 1947, p. 12. Chez le Communistenbond, comme chez Pannekoek, il y a une tendance à considérer les comités de grève comme des organismes permanents, qui subsistent après la lutte. D'où chez Pannekoek l'appel à former – après la grève – de petits syndicats indépendants, « formes intermédiaires... regroupant, après une grande grève, le noyau des meilleurs militants en un syndicat unique. Partout où une grève éclaterait spontanément, ce syndicat serait présent avec ses organisateurs et ses propagandistes expérimentés. » (*Les conseils ouvriers*, p. 157.)

[97] *Thèses sur la lutte de classe*, in Bricianer, op. cit.

service d'un but : « **non pas briser les crânes, mais ouvrir les cervelles** ».[98] Dans ce sens, la dictature du prolétariat ne pouvait être autre chose que la liberté même du prolétariat et des exploités par la réalisation de la véritable démocratie des conseils :

> *La conception de Marx de la dictature du prolétariat apparaît comme identique à la démocratie ouvrière de l'organisation des conseils.*

Pannekoek prenait soin de distinguer la dictature du prolétariat de celle de l'État, entendu comme un gouvernement :

> *Les conseils ne sont pas un gouvernement; même les conseils les plus centralisés n'ont pas un caractère gouvernemental, car ils n'ont aucun moyen d'imposer leur volonté aux masses; ils n'ont pas d'organes de pouvoir. Tout le pouvoir social appartient aux travailleurs eux-mêmes.*

Les conseils ouvriers semblent donc une structure autonome d'autocontrôle à la base n'ayant nul besoin d'organes spécialisés de pouvoir. De plus, idée particulièrement intéressante, Pannekoek affirme la possibilité de l'exercice d'un pouvoir décentralisé, par le polycentrisme du pouvoir prolétarien :

> *Dans cette dépendance mutuelle et cette liaison des entreprises, dans leur lien avec d'autres branches de la production, les conseils, qui discutent et décident, couvriront des domaines toujours plus étendus, jusqu'à l'organisation et la consommation et la distribution de tous les biens nécessaires, exigera ses propres conseils de délégués de tous les intéressés et aura un caractère plutôt local ou régional.* [99]

Les contradictions et les silences des **Conseils ouvriers**

On relèvera plusieurs incohérences dans le livre de Pannekoek :

Il y a d'abord la vision d'un passage des comités de lutte ou d'usine, surgis de la grève, aux conseils ouvriers. Ces comités annoncent les conseils par leur révocabilité :

> *Pendant une grève sauvage les ouvriers décident de tout par eux-mêmes au cours d'assemblées générales. Ils élisent des comités de grève, dont les membres sont remplaçables à tout instant. Si le mouvement se propage à un grand nombre d'entreprises, l'unité d'action se réalise au moyen de comités élargis, rassemblant les délégués de l'ensemble des usines en grève. Ces délégués ne décident pas en dehors de la base, et pour lui imposer leur volonté. Ils servent tout simplement de commissionnaires, expriment les avis et les désirs des groupent qu'ils représentent, et, vice versa,*

[98] *Les conseils ouvriers*, chapitre « La révolution des travailleurs ».
[99] *Les conseils ouvriers*, chapitre «L'organisation des conseils ».

> *rapportent aux assemblées générales, pour discussion et décision, l'opinion et les arguments des autres groupes. Révocables à tout moment, ils ne peuvent jouer le rôle de dirigeants. Les ouvriers doivent choisir eux-mêmes leur voie, décider eux-mêmes du cours à donner à l'action; le pouvoir de décider et d'agir, avec ses risques et ses responsabilités, leur appartient en propre. Et lorsque la grève prend fin, les comités disparaissent.* [100]

Si Pannekoek a raison d'insister sur l'aspect évolutif du processus, il ne montre pas en quoi il y a un véritable bond historique dans le passage à la forme révolutionnaire des conseils, alors que les comités de grève ne sont encore que potentiellement révolutionnaires.

En deuxième lieu, chez Pannekoek, une étroite conception de la démocratie «ouvrière» des conseils évacuait la question du pouvoir ouvrier face aux autres classes et surtout face à l'État. Les conseils apparaissaient comme le reflet des différentes «opinions» des ouvriers. Ils étaient une espèce de parlement avec des commissions spécialisées, où coexistaient différents groupes de travail, mais sans pouvoirs ni exécutif ni législatif :

> *Les délégués aux conseils sont liés... par leur mandat : ils ont pour unique mission de donner l'avis des groupes d'ouvriers qui les ont choisis pour les représenter. Etant donné qu'ils sont révocables à tout moment, les travailleurs qui les ont mandatés conservent tous les pouvoirs.*

Les conseils n'étaient donc pas un instrument du pouvoir du prolétariat, mais une assemblée informelle :

> *« Les conseils ne gouvernent pas; ils transmettent les opinions, les intentions, la volonté des groupes de travail. »*

Mais, comme très souvent, dans les « Conseils ouvriers », une affirmation est suivie de son exacte antithèse, de telle sorte qu'il est difficile de dégager une pensée cohérente. Autant dans le passage cité, les conseils ouvriers apparaissent comme ineffectifs, autant plus loin ils sont définis comme un puissant organe « devant remplir des fonctions politiques », où « ce qui est décidé ... est mis en pratique par les travailleurs ». Ce qui implique que les conseils « établi(ssent) le nouveau droit, la nouvelle loi. »

En troisième lieu, les conseils semblaient destinés à n'être que des organes d'usine, ou conseils d'usine. De cette manière, la territorialisation et donc internationalisation des conseils semblaient devenir un problème secondaire. Pour Pannekeoek, il semble que la forme des conseils n'est pas proprement territoriale mais une association coordonnée des lieux de production industrielle :

[100] *Living Marxism,* novembre 1938, «General remarks on the question of the organisation».

> *La représentation au moyen de conseils n'est pas fondée sur le regroupement absurde de communes ou de quartiers limitrophes; elle repose sur le regroupement naturel des travailleurs dans le processus de production, seule base réelle de la vie sociale.»* (idem).
>
> *Seuls les intérêts prolétariens y sont représentés, cette forme excluant la participation de délégués capitalistes... les conseils ouvriers sont les organes de la dictature du prolétariat.*

Ainsi tout partait des usines pour revenir aux usines, dans l'exercice du pouvoir, qu'il soit politique ou économique. Les usines apparaissaient comme autant de «forteresses» dans la réalisation de la véritable association des producteurs. On peut s'interroger aujourd'hui sur la validité de cette vision, compte tenu du poids moindre des usines dans la vie économique et sociale. Du point de vue économique, dans un monde de six milliards d'êtres humains, trop de centralisation tue toute initiative économique autorégulée, toute spontanéité des producteurs (et consommateurs), pour réaliser le socialisme. Pas assez de centralisation des besoins, laisse le plan de devenir de l'humanité au bon vouloir des communautés qu'elles soient des unités de production ou des collectivités des producteurs (concentration horizontale et verticale). Nulle part n'est posée, la question de savoir si la base territoriale de l'exercice du pouvoir, décentralisée, ne serait pas la meilleure base de décision et d'action.

Enfin, nulle part il n'est question d'antagonisme entre les conseils et le nouvel État surgi de la révolution. Bien que la question se fût posée dans la Révolution russe, Pannekoek semble implicitement concevoir les conseils comme un État, dont les tâches seront de plus en plus économiques, une fois que les ouvriers se seront rendus « maîtres des usines ». Du coup, les conseils cessent d'être des organes politiques et*» sont transformés ... en organes de production ».* [101]. Sous cet angle, il est difficile de voir en quoi la théorie des conseils de Pannekoek se différencie de celle des bolcheviks après 1918. N'oublions pas que la transformation des conseils dès mars 1918 en organes de production pour l'État s'accompagna de la suppression de toute démocratie dans l'élection des délégués. Du coup les conseils n'étaient plus qu'une coquille vide ou un «village de Potemkine», un simple appendice d'un État mettant en place un capitalisme d'État. La politique du communisme de guerre acheva de transformer les conseils en organes de production au service des besoins économiques et militaires de l'État russe.

6. **Beaucoup de questions non résolues**

Plus de 50 années après la rédaction des Conseils ouvriers, bien des questions concrètes sont qui ne sont pas posées et résolues :

[101] Ibid.

– l'évolution de la société, où la place du prolétariat d'usine est moindre.

– l'absurdité d'une représentation de la société uniquement par les îlots de production, et non plus sous l'angle de la mondialisation.

– les conseils prennent-ils en charge économiquement la société, au point de devenir un cartel, un État économique, qui ne dit pas son nom ?

– la question posée par Rühle : centralisme ou anticentralisme; l'économie peut-elle se réguler par le polycentrisme, ou l'absence de centres (exemple frappant d'Internet).

– si la société demeure dans la pénurie, en quoi les conseils ouvriers peuvent-ils être des organes de socialisation et de disparition de la société basée sur les nations, l'économie nationale, le profit, les groupes d'intérêts sociaux?

– la révocation des «délégués» des conseils est-elle une garantie contre les manipulations de ceux-ci par des partis. Les conseils sont-ils à l'abri de ces manipulations faites au nom des intérêts généraux de tous. C'est encore poser la question des rapports entre l'État dit «prolétarien» ou «demi-État» – censé être au service de tous – et les conseils ouvriers.

La question de l'État n'est pas posée vraiment. La question cruciale du moteur de la nouvelle société aussi est absente : plus d'argent? disparition de la comptabilité d'entreprise, prenant en compte les pertes et profits? disparition du jour au lendemain du salariat? plus d'émulation dans le travail? Et qu'en sera-t-il du facteur de la rationalité des coûts sociaux? Toutes ces questions ne sont pas posées, et pouvaient difficilement l'être sans une expérience mondiale de la révolution, la révolution russe ne pouvant que s'insérer – malgré ou à cause de son communisme de guerre – dans un cadre de capitalisme d'État.

Poser de telles questions c'est revenir au point de départ, posé par Dietzgen et la gauche hollandaise, du facteur spirituel comme moteur de la nouvelle société.

Quelle sera enfin la place des différents partis se réclamant de la révolution des conseils. Là dessus, Pannekoek ne donner guère de réponse. On remarquera que Pannekoek ne nie pas l'existence de partis révolutionnaires: ils ont perdu leur vieille fonction jacobine de parti aspirant au pouvoir, et état major de la guerre sociale. Ils incarnent la réflexion des ouvriers dans des groupes de travail, donc décentralisés :

> *(Ils) ont pour fonction de diffuser la lucidité et le savoir, d'étudier, discuter et formuler des idées sociales, et d'éclairer l'esprit des masses au moyen de leur propagande. Les conseils ouvriers sont les organes d'action pratique et de combat de la classe ouvrière;*

> *les partis ont pour mission d'élaborer sa puissance spirituelle. Leur activité est indispensable à l'auto-émancipation de la classe ouvrière.*[102]

Partis révolutionnaires (communistes des conseils) et conseils sont ainsi indissociablement liés sur la voie étroite et difficile qui mène de l'esclavage salarié à l'auto-émancipation de tous les exploités de la terre.

Philippe BOURRINET.

(1999-2013)

[102] Ibid.